

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 MARS 1902.

Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail pour l'exercice 1902 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Le projet de Budget pour 1902 prévoit une augmentation de 48,150 francs sur les crédits votés pour l'exercice précédent, et qui s'élevaient à la somme de 16,400,650 francs.

Cette augmentation se rattache aux dépenses ordinaires qui sont majorées de 198,150 francs pour le nouvel exercice, tandis que les dépenses exceptionnelles sont diminuées de 150,000 francs.

Parmi les *dépenses ordinaires* qui sont affectées par cette augmentation, il y a lieu de signaler, au chapitre III, article 9 du Budget, les crédits de l'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager, qui sont portés de 1,100,000 à 1,250,000 francs.

La Section centrale constate avec satisfaction que cette augmentation correspond à l'accroissement du nombre des institutions d'enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager et au développement des institutions actuelles.

L'organisation du nouveau service des pensions de vieillesse et l'extension des services existants nécessitent la nomination d'un certain nombre d'employés dont la rémunération absorbera une somme de 22,000 francs environ.

D'autre part, l'augmentation du nombre des districts, ainsi que d'autres réformes destinées à renforcer notre corps des mines entraînent une dépense

(1) Budget, n° 4, VIII.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINGX, était composée de MM. VAN CLEEMPUTTE, CARTON DE WIART, VERHAEGEN, WAROCQUÉ, DAVIGNON, ANSEEL.

nouvelle de 25,700 francs pour les traitements et indemnités du personnel des mines : ingénieurs, commis, personnel spécial du service des accidents et du grisou.

Quant à la diminution des *dépenses exceptionnelles*, elle correspond : 1° à la suppression du crédit de 50,000 francs voté par la Législature à titre de subside au commissariat général belge près l'Exposition universelle de Paris de 1900; 2° à la réduction de 150,000 à 50,000 francs du crédit demandé en 1900 pour le recensement industriel. La plupart des données de ce remarquable travail ont été publiées en 1901; mais certaines parties ont atteint un développement que le Gouvernement n'avait pas prévu. De là des frais de publications complémentaires en 1902, auxquels ce dernier crédit de 50,000 francs doit faire face.

Ces diverses modifications au Budget de 1901, qui sont d'ailleurs justifiées par la note préliminaire qui accompagne le Budget, ont été approuvées par votre Section centrale.

I. — Examen en sections.

L'examen en sections a fait l'objet d'observations nombreuses, dont la plupart ont été reprises par la Section centrale.

Dans la 1^{re} section, il est demandé que le Gouvernement complète le Conseil des mines par la désignation de délégués ouvriers nommés par les ouvriers, — que les études concernant le mesurage des tissus soient activées, — que la réforme des conseils des prud'hommes soit menée à bonne fin, — que la pension de vieillesse soit payée par le Gouvernement pour le semestre écoulé lorsque le bénéficiaire est mort après l'expiration de ce semestre, — que les bureaux de bienfaisance soient invités à ne pas refuser leurs secours aux indigents qui reçoivent la pension de 65 francs, — que les lois ouvrières soient codifiées.

Le Budget est voté à l'unanimité des 15 membres présents.

Dans la 2^e section, il est demandé que le nombre des inspecteurs médecins soit augmenté, — que l'inspection du travail soit renforcée par la nomination d'un nouveau délégué pour le ressort de Bruxelles, — que le Gouvernement se montre moins exigeant en ce qui concerne l'octroi des subsides aux cours professionnels d'adultes, — que les comités de patronage des habitations ouvrières soient armés efficacement pour faire exécuter les travaux d'hygiène qu'ils jugent être indispensables, — qu'il soit procédé à une enquête sur la situation de la petite bourgeoisie, — que le Gouvernement poursuive les études en vue de rendre moins nocif le soufrage des allumettes, — que le Gouvernement fournisse un état nominatif des fonctionnaires et des officiers pensionnés, qui, en sus de leur pension, reçoivent un traitement, une indemnité ou une rétribution à charge du Budget de l'Industrie et du Travail.

Le Budget est voté par 12 voix et 2 abstentions.

Dans la 3^e section, il est demandé quelles sont les règles suivies pour l'augmentation et l'avancement des fonctionnaires du département, — qu'il soit créé une commission permanente des unions professionnelles reconnues, — que le Gouvernement active les études relatives à l'affichage des tarifs de salaires à la pièce dans les usines, — qu'il soit créé un conseil supérieur des comités de patronage ou que la commission permanente des sociétés mutualistes soit chargée de stimuler et de perfectionner l'action des comités de patronage, — que la réduction des droits, en matière d'habitations ouvrières, porte aussi sur l'acquisition des parts indivises, — que des délais de faveur soient accordés, en matière de pensions de vieillesse, lorsque, par incurie ou négligence, les dossiers ont été égarés, — qu'il soit apporté plus de régularité et d'empressement dans le paiement des subsides aux mutualités de retraite.

Le Budget est voté par 11 oui contre 2 non et 2 abstentions.

Dans la 4^e section, il est demandé que le Gouvernement publie son rapport sur l'exécution de la loi sur les unions professionnelles, — que le Gouvernement poursuive la solution législative de diverses réformes : la réglementation du travail de nuit pour les femmes, l'assurance contre l'invalidité prématurée, l'organisation des conseils de l'industrie et du travail, — que les facteurs des postes soient chargés de payer à domicile les pensions de vieillesse, — quel est l'état de nos gisements de minerai de fer, — où en est la carte agricole de la Belgique?

Le Budget est voté par 13 voix et 1 abstention.

Dans la 5^e section, il est demandé que le Gouvernement fournisse des explications plus complètes au sujet des dépenses résultant de l'application de la loi sur les pensions de vieillesse, — que le corps des mines soit renforcé dans le Hainaut, — quand la carte géologique sera terminée?

Le Budget est voté par 13 voix et 1 abstention.

Le procès-verbal de la 6^e section ne signale pas d'observations. Le Budget y a été adopté par 10 voix contre 7.

II. — Examen en Section centrale.

1. — LA SITUATION DE L'INDUSTRIE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL. — LA MARINE MARCHANDE. — LE RENOUVELLEMENT DES TRAITÉS DE COMMERCE.

Avant de passer en revue ces nombreuses questions, la Section centrale a voulu jeter un coup d'œil d'ensemble sur la situation de l'industrie et du travail en Belgique pendant l'exercice 1901.

Il résulte des statistiques comparées que la crise industrielle a été moins sensible en 1901 pour la Belgique, que pour la plupart des pays d'Europe.

Le recul établi par les tableaux de notre commerce extérieur n'est point de nature à nous alarmer.

Nos exportations, pendant l'année 1901, se sont élevées à 1 milliard 827 millions 289,000 francs. Elles avaient atteint, en 1900, le chiffre de 1,856 millions; en 1899, le chiffre de 1,859 millions.

Nos importations, pour 1901, sont évaluées à 2 milliards 203 millions; pour 1900, elles avaient été de 2 milliards 146 millions; pour 1899, de 2 milliards 171 millions.

Avant de pouvoir émettre une appréciation précise sur ces chiffres, il faudrait soumettre à un examen particulier tous les articles auxquels ils se rapportent. Un tel travail sort de notre cadre.

Toutefois, il convient de noter, comme un fait digne d'appeler toute l'attention du Gouvernement et des intéressés, la baisse considérable qui s'est manifestée dans nos exportations vers l'Allemagne. Elles atteignaient une valeur totale de 421 millions en 1899; elles sont descendues à 359 millions en 1900; elles se sont relevées quelque peu en 1901, mais sans dépasser notablement les 359 millions.

En revanche, les importations allemandes en Belgique, qui n'étaient que de 217 millions en 1899, ont monté jusqu'à 262 millions en 1900 et ont encore atteint, en 1901, la somme de 254 millions.

En résumé, baisse de plus de 15 % dans les exportations; hausse de plus de 10 % dans les importations.

Entre la Belgique et les autres nations voisines, Pays-Bas, France et Angleterre, le mouvement des affaires n'a pas subi des oscillations aussi brusques. On en peut conclure que, si notre trafic avec l'Allemagne s'est modifié au désavantage de notre industrie, la cause ne doit pas en être imputée surtout à la crise.

L'industrie allemande, depuis quelques années, fait des efforts gigantesques pour placer ses produits à l'étranger. La débâcle des banques, dont elle a souffert tout récemment, ne ralentira ses progrès que pour un temps très court. Nos voisins de l'Est témoignent d'une activité qui, en dépit de passagers déboires, trouvera sa récompense.

L'instruction professionnelle est portée chez eux à un développement qui défie toute comparaison. Industriels et commerçants n'abordent les affaires qu'après une initiation complète, et ils sont assurés de trouver, dans la classe ouvrière, des collaborateurs dont la formation technique a été l'objet de soins particuliers. D'autre part, les relations se multiplient entre l'Allemagne et tous les pays où l'Allemagne se flatte d'introduire ses produits.

Il n'y a pas de temps à perdre, pour nous, si nous ne voulons pâtir d'une concurrence qui a déjà sensiblement atteint le commerce britannique.

Quant à notre marché du travail, il a surtout été éprouvé dans le domaine de la métallurgie et de la grosse construction. Les chômages ont été nombreux dans les aciéries, laminoirs, fabriques de fer et hauts fourneaux. Le nombre des chômeurs a été également assez élevé dans les industries de la filature et du tissage de coton.

Au mois de décembre 1901, notre Office du Travail jugeait la situation comme nettement défavorable : « D'une part, disait-il, plusieurs de nos principales industries marchent à allure réduite, n'occupant leur personnel qu'à journées et à semaines incomplètes; d'autre part, il y a presque partout un excédent sensible des demandes sur les offres d'emploi et le chômage complet des ouvriers semble atteindre un chiffre assez fort, à en juger par la proportion des demandes et des offres dans onze offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements sur leur activité en décembre :

pour 176 offres de travail (hommes), il y a eu 528 demandes, soit exactement une proportion de 300 %. L'an dernier, à pareille époque, le nombre des demandes et celui des offres, connus pour 10 offices, se compensaient presque exactement (560 et 566). »

Phénomène concomitant du chômage, un certain fléchissement s'est accusé dans le taux des salaires de plusieurs industries. La prospérité des dernières années avait élevé les salaires au delà des maxima de 1873. La répercussion de la crise a nécessairement enrayé la progression. Et de pareils reculs sont redoutables dans un pays où les excédents de salaires sont trop souvent incorporés par l'ouvrier dans son budget ordinaire pour satisfaire des besoins qui vont croissant.

A la vérité, une légère amélioration s'est manifestée, en janvier et en février 1902, dans la situation générale, bien que celle-ci soit toujours loin de pouvoir être considérée comme satisfaisante. Le nombre moyen d'heures de travail par semaine a augmenté dans un certain nombre d'établissements métallurgiques et textiles; d'autre part, le rapport entre les demandes et les offres d'emploi, dans les treize offices de placement gratuit qui ont fourni des renseignements sur leur activité, est un peu plus favorable que pendant les derniers mois de 1901.

L'activité est restée normale dans les *charbonnages*, sauf dans la région de Verviers. La *fabrication du fer et de l'acier* signale une notable accentuation du mouvement de reprise; la *grosse construction métallique*, en général, participe incomplètement encore à cette amélioration, mais la construction du matériel du chemin de fer reste toujours particulièrement favorisée. En *armurerie*, la situation générale est satisfaisante. Si le vêtement a été particulièrement éprouvé, le bâtiment, au contraire, montre en plusieurs endroits une activité supérieure à la moyenne. Peu de changement dans les industries textiles, sauf que les menaces de surproduction, que l'on croyait conjurées pour la *filature de coton*, ont réapparu, entraînant de nouveaux chômages partiels.

Les principaux problèmes que cette situation met en lumière sont ceux que la Section centrale, chargée d'examiner les Budgets de 1900 et 1901, a déjà signalés : Améliorer notre production, augmenter nos débouchés. A ces problèmes correspondent :

1° La nécessité de développer notre marine marchande. Tributaires de nos rivaux pour l'exportation de nos produits, nous restons exposés à voir nos marchandises, transportés par navires étrangers, être démarquées et remplacées par des produits similaires d'autres nationalités. C'est exprimer une vérité banale que de rappeler que le commerce suit le pavillon. Notre commerce d'outre-mer, veuf de notre pavillon, est paralysé dans son expansion. Notre industrie en souffre par contre coup, tant pour les matières premières qu'elle est, le plus souvent, obligée de rechercher dans les entrepôts européens, que pour l'écoulement de ses produits auxquels elle devrait trouver de nouveaux débouchés;

2° La nécessité de développer l'éducation technique et professionnelle de nos industriels, de nos commerçants, de nos ouvriers.

La Section centrale a adressé au Gouvernement la question suivante :

QUESTION.

Le Gouvernement compte-t-il donner suite au projet, dont il annonçait l'étude dans une réponse faite à la Section centrale de 1900 et relative à la constitution d'une commission spéciale composée de fonctionnaires des divers Départements, d'industriels et de commerçants, en vue d'unifier les divers services relatifs à la marine marchande et de développer cette marine?

RÉPONSE.

La question de l'unification des divers services relatifs à la marine concerne principalement d'autres Départements, qui y sont beaucoup plus intéressés que le Ministère de l'Industrie et du Travail.

Quant au développement de notre marine marchande, le Gouvernement n'a cessé de s'en préoccuper,

La loi du 29 décembre 1899, mise en exécution par l'arrêté ministériel du 25 mai 1900, accorde la franchise des droits aux matériaux servant à la construction, à l'armement, au gréement et à l'ameublement des navires et bateaux.

Un projet de loi sur les hypothèques maritimes et fluviales, dont l'étude est sur le point d'être terminée, sera déposé très probablement vers la fin de cette année.

Enfin, en ce qui concerne les cours de constructions navales qui font partie du programme des écoles industrielles d'Anvers et d'Ostende, mon Département s'efforcera d'en assurer la fréquentation et le développement.

Cette réponse est quelque peu évasive. Faut-il en déduire que le Gouvernement est hostile à l'idée de constituer une commission spéciale en vue d'unifier les services relatifs à la marine marchande et de développer cette marine?

S'il en est ainsi, il conviendrait d'éclairer la Chambre sur les motifs de cette opposition, et de répondre aux arguments que les groupes intéressés fournissent depuis plusieurs années et qui ont trouvé des interprètes sur tous les bancs de la Chambre.

Dès que la question de la marine marchande est soulevée, que ce soit à propos du Budget des Affaires étrangères, de celui des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, de celui des Finances, de celui de l'Industrie et du Travail, chacun des départements ministériels mis en cause se hâte de décliner sa propre compétence en renvoyant ceux qui l'interpellent à se pourvoir devant d'autres départements. A leur tour, ceux-ci se dérobent en faisant valoir le caractère nettement défini de leurs attributions.

C'est précisément pour mettre fin à ce conflit d'incompétences qu'il y a lieu de se préoccuper de l'unification des services de la Marine.

Le Gouvernement répondait à la Section centrale chargée de l'examen du Budget des Affaires étrangères pour 1901 qu'il avait été remédié aux inconvénients que pourrait présenter cette répartition d'attributions entre de

nombreuses administrations par l'institution d'un comité consultatif permanent, groupant des représentants des Départements des Finances, des Affaires étrangères et des administrations de la Marine, des Postes et des Chemins de fer.

N'y a-t-il pas plus et mieux à faire pour favoriser, par la création d'une marine marchande belge, vraiment digne de ce nom, les progrès de notre exportation hors d'Europe, qui est actuellement très faible et dans laquelle notre industrie doit trouver une compensation aux difficultés croissantes de notre exportation dans les pays voisins?

Indépendamment de cette utilité indirecte, cette marine marchande assurerait aussi à notre pays le profit spécial d'une industrie très rémunératrice dont nous laissons le bénéfice aux pays voisins.

Le comité consultatif, que le Gouvernement a institué, ne pourrait-il être utilement complété par l'adjonction des personnalités les plus compétentes, et ne pourrait-il être saisi de l'examen des diverses questions relatives au développement de notre marine marchande?

La Section centrale a voulu aussi être éclairée sur les dispositions prises par le Département en vue du prochain renouvellement de nos traités de commerce, dont l'échéance préoccupe, à bon droit, un grand nombre de nos industries.

QUESTION.

L'Inspection de l'Industrie n'est-elle pas chargée des études préparatoires au renouvellement des traités de commerce (régime commercial, établissement des traités, application des tarifs douaniers)?

Quelle est la composition de cette Inspection?

Dispose-t-elle des installations nécessaires pour mener ces études à bonne fin? Depuis quand les études relatives au renouvellement des traités de commerce avec l'Allemagne sont-elles entamées?

RÉPONSE.

L'Inspection de l'Industrie s'occupe activement des études préparatoires au renouvellement des traités de commerce, notamment du traité avec l'Allemagne. Ces études ont commencé aussitôt que le Département a été mis en possession des documents officiels relatifs au projet de tarif allemand.

Ladite Inspection est composée d'un personnel suffisant pour satisfaire aux exigences ordinaires du service; elle comprend un inspecteur, un inspecteur-adjoint, un rédacteur et un commis.

En vue de l'étude des traités de commerce, un ingénieur des mines a été adjoint à ce service, pour un terme de deux ans.

L'Inspection de l'Industrie est installée au parc du Cinquantenaire (Palais du Peuple), où elle dispose de locaux provisoires, mais suffisants.

La Section centrale de 1901 a émis diverses critiques au sujet de l'installation, au parc du Cinquantenaire, des services de l'Inspection de l'Industrie et du *Musée industriel*. Elle s'en réfère encore aujourd'hui à ces critiques, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

2. — L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Votre Section centrale a voulu être renseignée d'une manière précise sur l'état actuel de notre enseignement technique à tous les degrés.

Il résulte des chiffres que le Gouvernement lui a fournis que le nombre d'établissements d'instruction technique subsidiés par le Gouvernement s'élevait, au 31 décembre 1901, à 544 contre 533 au 31 décembre 1900 (1).

Quelques nouvelles écoles industrielles ont été ouvertes dans les provinces de Brabant, de la Flandre orientale, du Hainaut et de Liège.

Voici comment ces 544 établissements se répartissent par catégories et par provinces :

*Situation des établissements d'enseignement technique subsidiés
au 31 décembre 1901.*

	Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	TOTAUX.
<i>I. — Écoles pour filles.</i>										
Écoles et classes ménagères.	28	45	25	31	67	42	15	10	16	277
Ateliers d'apprentissage	"	"	"	1	"	"	2	1	"	4
Cours professionnels.	"	3	"	"	"	"	"	"	"	3
Écoles professionnelles.	4	26	"	4	8	5	1	"	"	46
<i>II. — Écoles pour garçons.</i>										
Ateliers d'apprentissage, tissage.	"	"	26	10	"	"	"	"	"	36
Id. pierres.	"	"	"	"	15	8	"	"	1	22
Cours professionnels.	1	2	2	6	"	3	"	"	1	15
Écoles professionnelles.	2	12	5	6	2	6	1	"	1	35
Id. Saint-Luc.	"	2	"	1	1	1	"	"	"	5
Id. industrielles	3	12	5	5	55	4	1	2	5	70
Id. supérieures spéciales	2	2	"	2	4	2	"	1	"	13
Cours commerciaux et scienti- fiques.	2	5	2	2	1	4	"	"	2	18
TOTAUX	42	107	65	68	129	73	20	14	26	544

Quels que soient les efforts dont ces chiffres témoignent, il est à souhaiter que la nécessité de l'enseignement technique soit de mieux en mieux comprise et qu'elle fasse surgir des établissements en nombre beaucoup plus considérable.

(1) Pour la situation de l'enseignement technique au 31 décembre 1900, voir le rapport de la Section centrale chargée d'examiner le Budget de l'Industrie et du Travail pour 1900. (*Doc. parl.* 1899-1900, n° 99, p. 19.)

N'oublions pas que l'immense majorité des enfants de la population ouvrière échappe encore à tout enseignement industriel ou professionnel.

En ce qui concerne notre commerce, qui doit se soustraire de plus en plus à la routine, ces dernières années ont marqué le développement ou la création d'établissements d'instruction destinés à assurer la formation commerciale supérieure des jeunes gens. A côté de ces établissements naissent, en grand nombre, sous la pression des nécessités, des cours du soir pour jeunes gens ou pour adultes, qui ont spécialement pour but d'inculquer aux apprentis-commerçants, aux commis, employés, voyageurs de commerce, la connaissance de la géographie commerciale, de la comptabilité, des langues étrangères, de la sténographie, de la dactylographie, etc.

On ne saurait trop louer et encourager ces initiatives si opportunes.

Les premières répondent surtout aux besoins du grand commerce, du commerce extérieur et du commerce en gros.

Les secondes sont particulièrement utiles pour le commerce de détail qui peut se contenter de connaissances et d'aptitudes plus ordinaires, mais qui, s'il n'est pas aux prises avec toutes les complications de la concurrence internationale, doit lutter cependant avec un rival dont les efforts et les succès méritent de sa part la plus sérieuse attention : la coopérative.

« Poussé par l'ingéniosité avec laquelle le bon marché cherche toujours sa pente, écrit très justement M. Gabriel Hanotaux, l'ancien ministre des Affaires Étrangères de France, dans ses beaux articles sur le *Choix d'une carrière*, le commerce verra ses bénéfices se restreindre, s'il ne s'ingénie pas, de son côté, à trouver de nouveaux procédés, de plus en plus perfectionnés, pour obtenir le gain légitime qu'il réclame. C'est sur lui-même, c'est sur son esprit d'initiative, c'est sur son habileté, que le commerce, grand ou petit, doit compter, s'il veut se maintenir et prospérer. Son bénéfice résultera de la sûreté et de la souplesse de ses mouvements et de ses opérations. C'est toujours la loi de l'allégement du poids mort. Nous la vérifierons très souvent, ailleurs. Mais je la signale particulièrement, ici, parce que le commerce n'étant qu'un perpétuel mouvement, il est assez naturel qu'il soit soumis aux lois de la mécanique. »

Parmi les études essentielles auxquelles doit s'appliquer le futur commerçant (qu'il s'agisse du gros ou même du détail), il faut signaler, à côté de la connaissance approfondie des prix et des cours qui lui permettra de se rendre compte exactement, et par lui-même, des fluctuations probables des marchés, la connaissance des langues étrangères rendue de plus en plus utile par le prodigieux développement de la circulation humaine à la surface du globe.

Le petit commerçant y trouvera grand profit, non seulement parce qu'il pourra se faire ainsi entendre des voyageurs, mais aussi parce qu'il pourra s'assurer par correspondance des clients à l'étranger. Le procédé du colis postal rend dès aujourd'hui au petit commerce de très grands services, en lui permettant de se créer pour certains produits de petit volume (articles de vêtements, de quincaillerie, comestibles, fruits, beurres et fromages, etc.) des débouchés inattendus à l'étranger.

L'enseignement technique, du degré commercial, doit donc comprendre

autant que possible, l'étude des langues étrangères, étude singulièrement facilitée par les méthodes nouvelles qui, au lieu d'enseigner les langues par la lecture, par les yeux, les enseignent par la conversation, par les oreilles.

Plusieurs établissements d'instruction technique échangent leurs élèves avec des élèves d'établissements analogues, fixés en pays étranger. D'autres, ce qui vaut peut-être mieux encore, accordent des bourses qui permettent aux élèves de compléter leurs études par un de ces séjours à l'étranger, auxquels la sollicitude des parents belges répugne très heureusement beaucoup moins qu'autrefois.

Les pouvoirs publics ne pourraient-ils encourager, par une intervention spéciale, l'allocation de ces bourses de voyage ?

On sait que l'État n'entend point, en règle générale, créer et organiser directement des établissements d'enseignement technique.

L'extrême complexité des situations et des nécessités locales lui rendrait d'ailleurs pareille tâche très difficile et très onéreuse. Il réduit son rôle — et cette tâche est suffisamment importante — à provoquer les initiatives, à les diriger, à les encourager. C'est aux particuliers, aux institutions locales, c'est aux industriels et aux divers groupements professionnels à se pénétrer de plus en plus de l'étroite connexité qui lie le sort de notre industrie au progrès de cet enseignement, et à créer des établissements nouveaux.

On s'est demandé toutefois si l'intervention de l'État — tout en se gardant bien d'étouffer les initiatives privées — ne pourrait être plus efficace.

Voici quelles sont aujourd'hui les règles suivies par l'État pour la répartition de ses subsides :

« Pour les écoles où l'enseignement est seulement théorique, comme les écoles industrielles, les écoles de dessin professionnel, les écoles de commerce, le subside s'élève au tiers des dépenses totales, déduction faite des frais de location des bâtiments et du minerval payé par les élèves;

» Pour les écoles où se donne à la fois un enseignement théorique et un enseignement pratique, comme les écoles professionnelles et les écoles ménagères, le subside atteint les deux cinquièmes des dépenses totales, déduction faite également des frais de loyer et du produit du minerval.

» En outre, le Gouvernement intervient, pour la moitié des frais, dans les dépenses d'achat et d'installation de l'outillage des écoles d'enseignement technique sur présentation des factures acquittées en double expédition. »

L'État ne pourrait-il faire plus ?

Une des difficultés qui s'oppose dans beaucoup de localités à la création d'établissements d'instruction technique est l'absence de locaux convenables.

Beaucoup de cours sont réduits à se servir des bâtiments des écoles moyennes et primaires. Ils doivent ainsi subordonner les conditions de l'enseignement technique à toutes les exigences de l'enseignement ordinaire.

On a objecté que si l'État entreprenait lui-même la construction de locaux spéciaux pour les mettre à la disposition des communes en vue de la création

de cours techniques, ces locaux pourraient recevoir quelque autre destination non prévue par l'État. La Section centrale a signalé cette objection, en indiquant un mode d'intervention qui la rendrait moins pertinente.

QUESTION.

L'État ne pourrait-il construire des locaux pour l'enseignement technique? Tout au moins, ne pourrait-il intervenir sous forme d'annuités allouées aux communes qui auraient construit des locaux pour cet enseignement, sauf à interrompre ces annuités dans le cas où ces locaux recevraient une autre destination?

RÉPONSE.

La question de l'intervention de l'État dans les frais de construction et d'entretien des locaux des écoles industrielles et professionnelles a été soulevée par divers orateurs lors de la discussion du Budget de mon Département pour l'exercice 1901. J'ai promis d'examiner cette question. L'étude n'en est pas encore assez avancée pour qu'il me soit possible de me prononcer.

Il nous reste donc à attendre les résultats de l'examen du Gouvernement.

Des critiques ont été aussi émises au sujet des exigences pédagogiques excessives en ce qui concerne l'octroi des subsides aux cours professionnels, spécialement pour adultes.

QUESTION.

Quelles sont les conditions exigées par l'État pour l'allocation de subsides aux cours professionnels?

RÉPONSE.

Pour pouvoir bénéficier des subsides de l'État, les cours professionnels doivent soumettre à l'approbation du Gouvernement leurs règlements organique et d'ordre intérieur, leur programme, leur horaire, la liste de leurs élèves, leurs budgets annuels, ainsi que leurs comptes annuels avec les pièces justificatives des dépenses. Les cours professionnels sont soumis à l'inspection de l'État.

Plusieurs membres persistent à croire que les conditions du programme sont trop rigoureuses, et que le concours pécuniaire de l'État ne doit pas être refusé dès qu'un *avantage professionnel*, tel que le perfectionnement de la pratique du métier, résulte de l'organisation d'un cours.

Les initiatives en pareille matière sont trop rares et trop précieuses pour qu'on n'encourage pas toutes les manifestations de l'enseignement professionnel, lors même qu'elles ne répondraient pas à la conception d'un enseignement professionnel idéal.

3. — LES UNIONS PROFESSIONNELLES. — LE CHÔMAGE INVOLONTAIRE.

Le nombre des unions professionnelles qui recherchent le bénéfice de la personification, tel qu'il leur est assuré par la loi du 31 mars 1898, reste encore bien minime.

Le tableau suivant permet de se rendre compte des résultats de cette loi, depuis la date de sa mise en vigueur, c'est-à-dire depuis le commencement du second semestre de 1898 :

Unions professionnelles reconnues au 31 décembre 1901.

Provinces.	NOMBRE des communes où sont établies des unions.	CATÉGORIES D'UNIONS.														FÉDÉRATIONS D'UNIONS.		TOTAL des unions et fédérations.	Nombre d'unions reconnues en			
		Ouvriers industriels.	Ouvriers et patrons.	Artisans.	Employés.	Personnel exerçant une profession libérale.	Commerçants.	AGRICULTEURS.								Agriculteurs.	Personnes exerçant une profession libérale		1898.	1899.	1901.	1901.
								Agriculteurs propres dites.	Laiteries.	Élevage.	Avicoles.	Apicoles.	Viticoles.	Horticoles.	Horticoles apicoles.							
Anvers.	5	5	1	2	2	1	»	5	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	6	5	5
Brabant	26	1	»	4	2	11	»	20	»	6	»	1	1	1	»	»	1	48	2	24	12	10
Flandre occidentale	52	1	»	»	»	»	»	47	»	7	»	»	»	3	1	»	»	59	»	7	23	29
Flandre orientale	22	12	»	2	»	1	1	19	»	»	1	»	»	1	»	»	»	37	1	9	18	9
Hainaut.	38	2	»	»	»	1	»	24	1	11	1	»	»	»	»	»	»	40	1	22	6	11
Liège	18	»	»	»	»	2	»	18	»	»	»	»	»	»	»	1	»	21	»	5	1	18
Limbourg	13	»	»	»	»	»	»	13	»	1	»	»	»	»	»	»	»	14	»	5	5	4
Luxembourg	76	»	»	»	»	»	»	99	»	4	»	5	»	»	»	1	»	109	2	29	22	56
Namur	11	»	»	»	»	»	»	5	»	6	1	1	»	»	»	1	»	12	»	5	6	5
TOTAL.	259	19	1	6	4	16	1	246	1	35	5	7	1	5	1	3	1	352	6	108*	96	145

* Une des unions reconnues en 1899, établie dans la province de Liège, a été dissoute en 1901.

* Une des unions reconnues en 1899, établie dans la province de Liège, a été dissoute en 1901.

Si l'on compare ce chiffre de 352 unions reconnues avec celui des syndicats ou corporations professionnels qui existent dans le royaume (1), il faut reconnaître qu'un très petit nombre de ces associations a cherché, jusqu'ici, à profiter des bénéfices de la loi de 1898. Il faut constater surtout l'abstention presque complète des ouvriers industriels, abstention d'autant plus fâcheuse que cette catégorie d'ouvriers, par le fait qu'elle souffre le plus de l'isolement auquel la condamne l'organisation moderne du travail, est celle qui retirerait le plus de puissance de la personification civile, pour l'étude et la défense de ses intérêts professionnels.

Quelques-uns ne voient, il est vrai, dans ces médiocres résultats qu'un insuccès relatif et tout momentané, dû à des répugnances que l'expérience dissipera bientôt.

Ils rappellent — et l'exemple est encourageant — ce qui s'est passé pour les associations de mutualité.

En 1887, soit trente-six ans après la promulgation de la loi du 3 avril 1851, qui leur avait accordé la reconnaissance légale, on ne comptait dans le royaume que 220 sociétés ayant réclamé le bénéfice de cette loi; en 1894, leur nombre n'était encore que de 646, et ce malgré les mesures successivement prises par le Gouvernement en vue d'encourager le mouvement de propagande (2).

La loi du 23 juin 1894 vint modifier profondément cette situation. Cette loi était appelée à donner satisfaction aux intéressés en faisant disparaître les principaux griefs articulés contre la loi de 1851. Le premier grief visait l'arbitraire administratif en matière de reconnaissance légale.

On se plaignait aussi, avec raison, de ce que les avantages accordés aux sociétés reconnues étaient insuffisants.

Enfin, on critiquait les règles qui présidaient à la dissolution et à la liquidation des sociétés de secours mutuels; on y voyait une confiscation déguisée, aussi contraire à l'équité qu'à l'intérêt bien entendu des sociétaires.

La loi de 1894 donna satisfaction à ces divers griefs, et l'on put, à partir de sa publication, assister à une magnifique expansion que la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse a rendu plus sensible encore : le nombre des mutualités reconnues (en n'y comprenant pas les mutualités d'assurances contre le bétail) passait à 2,958 au 1^{er} janvier 1900. Or, ce mouvement d'expansion, né de la loi de 1894, allait précisément coïncider avec l'éclosion des unions professionnelles. Mis en présence d'institutions nouvelles, d'un

(1) L. VARLEZ, *Quelques pages d'histoire syndicale belge*. Paris, Arth. Rousseau, 1902. M. L. Varlez évalue le nombre des ouvriers syndiqués à environ 152,000, soit, sur 704,229 ouvriers travaillant hors de leur domicile et recensés en 1896, une proportion de 19 % environ. (Sur ces 152,000 syndiqués, 91,000 font partie de groupements socialistes, 15,000 de groupements catholiques, 16,000 de groupements neutres, 10,000 de mutualités professionnelles et groupes divers.)

(2) a) Arrêté royal du 9 avril 1862 organisant des concours triennaux.

b) Arrêté royal du 6 octobre 1868 instituant une décoration pour les personnes qui se seront dévouées dans l'organisation des sociétés de secours mutuels.

c) Arrêté royal du 22 août 1887 instituant des comités de propagande.

d) Loi du 9 août 1889 instituant les comités de patronage.

caractère tout spécial, l'ouvrier les a comparées naturellement aux sociétés de secours mutuels qu'il connaissait, et cette comparaison devait fatalement être en faveur de ces dernières, dont les résultats étaient plus tangibles et intéressaient plus directement les côtés matériels de l'existence.

Une pratique de plusieurs années n'amènera-t-elle pas l'ouvrier à reconnaître et à comprendre les différences notables existant entre les deux genres d'associations : les unes s'occupant des besoins de la profession, des intérêts du métier, les autres ayant pour but de satisfaire aux diverses exigences de la vie, abstraction faite de toute idée professionnelle? Ne comprendra-t-il pas que les unions et les mutualités sont appelées, tout en vivant de leur vie propre, à s'apporter une force nouvelle? Si les unions ne peuvent constituer par elles-mêmes des associations de secours, elles peuvent s'élever comme des troncs puissants sur lesquels viendront se greffer, en y puisant une sève fécondante, toutes associations de secours et de coopération.

D'autre part, une propagande toujours plus intense — à laquelle on ne pourrait trop exciter tous les hommes de dévouement — ne persuade-t-elle pas aussi les *petits commerçants* de l'utilité primordiale que présente pour eux l'union professionnelle? C'est dans l'union professionnelle qu'ils trouveront, en effet, la meilleure solution des difficultés contre lesquelles se débat le commerce de détail, dont l'existence même semble menacée par l'établissement des grands magasins de vente et par la multiplication des coopératives de consommation.

C'est dans cet ordre d'idées que la Section centrale a posé au Gouvernement la question suivante, à laquelle elle a reçu une réponse qui lui paraît entachée de quelque optimisme :

QUESTION.

Le Gouvernement n'estime-t-il pas, à raison du nombre relativement minime des unions professionnelles reconnues à ce jour, qu'il y aurait lieu d'établir une commission de propagande qui chercherait à provoquer la création de nouvelles unions, tant par son action auprès des chefs d'industrie qu'auprès des ouvriers?

RÉPONSE.

Le Gouvernement, se référant aux raisons qu'il a données l'année dernière à la Section centrale en répondant à une question concernant le même objet, estime qu'il n'y a pas lieu de songer à l'institution d'une commission spéciale aussi longtemps qu'on n'aura pas reconnu l'inefficacité de la propagande exercée par les pouvoirs publics et les associations privées, ainsi que des encouragements donnés par le Gouvernement aux unions professionnelles en vue de la reconnaissance légale. Il serait d'autant plus prématuré de se prononcer à cet égard que le nombre des unions professionnelles reconnues augmente chaque année d'après une progression marquée. Ainsi, la Commission d'entérinement a approuvé, en 1900, les statuts de 96 unions professionnelles et, en 1901, les statuts de 145 de ces associations.

La Section centrale s'est aussi demandé si, indépendamment des considé-

rations extrinsèques : ignorance des intéressés, persistance de la routine, préventions politiques, qui peuvent expliquer, en une certaine mesure, la médiocrité des résultats de la loi de 1898, il n'existe d'autres motifs, — d'ordre intrinsèque, — par exemple des lacunes et des déficiences dans la loi, auxquels cette médiocrité puisse être aussi attribuée ?

De même que la loi sur les mutualités de 1851 n'a donné tous ses effets qu'après la refonte qu'elle a subie en 1894, ne faut-il pas attendre d'une révision de la loi de 1898 sur les unions professionnelles une expansion, vraiment efficace, de la personnification civile au profit des groupements de métiers ?

La loi exige — bien que les inconvénients d'une telle rigueur aient été signalés dans les débats parlementaires — que les unions soient formées « parmi les personnes exerçant un métier ou une profession à but lucratif ». Il s'en est suivi que la reconnaissance légale a été notamment refusée à une union ayant pour but le relèvement des industries d'art, — à une union horticole composée d'amateurs de fleurs, — aux sections de la Ligue contre la tuberculose.

La loi veut aussi que les membres d'une union exercent soit le même métier ou la même profession, soit des métiers ou professions similaires ou concourant à la fabrication des mêmes produits. De l'application rigoureuse de ce principe de la loi, résulte l'impossibilité pour les ouvriers du bâtiment de se grouper par commune : « Notre société ne se composant, écrivait l'une » de ces unions, que de trois maçons, quatre menuisiers, deux peintres, et » ainsi de suite pour les autres métiers se rattachant à la construction du » bâtiment, il nous est impossible de nous trouver sept membres de la même » profession : la commune ne les contient pas, à part les menuisiers et char- » pentiers, qui déclarent ne pas vouloir s'unir sans les autres corps de » métiers. En effet, le capital qu'ils devraient déboursier pour outillage » deviendrait trop onéreux pour ces quelques personnes. » La personnification civile n'a pu être accordée à des sociétés de ce genre. N'est-ce pas la preuve des inconvénients que présente l'adoption d'un cadre trop étroit, auquel ne peuvent se prêter les intérêts que la Législature a voulu protéger ?

La loi dispose encore que les modifications aux statuts et la dissolution de l'union ne peuvent être décidées que par les membres présents dans une assemblée générale composée de la moitié au moins des membres ayant droit de vote.

Or, dans la pratique, certaines unions, telles la chambre syndicale belge d'apiculture, l'association des ingénieurs électriciens, et en général les unions non locales, ne pourront que très difficilement réunir la moitié de leurs membres. Il eût fallu pouvoir admettre soit le vote par lettre ou par procuration, soit la tenue d'une seconde assemblée délibérante quel que soit le nombre des membres présents. Mais le texte formel du second alinéa, du 8° de l'article 4 de la loi empêche de recourir à l'un ou l'autre de ces modes, admis dans la plupart des associations.

Et cependant, ainsi que le disait l'honorable M. de Smet de Naeyer, « il importe que la dissolution ne soit pas rendue irréalisable en pratique par le fait des dispositions des statuts » ni de la loi, pensons-nous pouvoir ajouter.

Puisque les unions ne sont pas des associations perpétuelles, il faut que la dissolution puisse être prononcée si l'union n'a plus de raison d'être.

Il ne faut pas non plus que les statuts soient immuables. Maintes circonstances nouvelles peuvent se présenter qui rendront utiles et nécessaires des modifications à la règle sociale.

Enfin, aux termes de la loi de 1898, le membre d'une union professionnelle qui se retire ne peut réclamer la moindre part de l'avoir de l'union, même à titre de remboursement de ses versements antérieurs; de plus, l'article 16 de la loi prescrit qu'en cas de dissolution de l'union, l'actif net soit attribué à une œuvre similaire sans qu'aucun remboursement aux membres soit possible. Ces conditions effraient un grand nombre de sociétés.

Nous ne doutons pas que le Gouvernement ne soumette ces diverses critiques à un examen attentif, en s'inspirant de l'avis du Conseil des mines, constitué en Commission d'entérinement des unions professionnelles, et qui apporte le zèle le plus louable à l'exécution de la loi du 31 mars 1898. Nous ne doutons pas non plus que si ces critiques lui paraissent fondées, il ne se décide à saisir les Chambres des propositions destinées à donner au principe de la personnification civile pour les groupements professionnels toute l'ampleur qu'il doit avoir pour le plus grand bien du travail national.

Avant d'abandonner ce domaine, la Section centrale croit également utile de signaler à l'attention du Gouvernement une question qui, tout récemment, a fait l'objet de plusieurs pétitions envoyées aux Chambres par divers Conseils communaux de l'agglomération bruxelloise.

Il s'agit des moyens de parer au chômage involontaire.

Tandis que certains sociologues préconisent l'organisation de caisses communales officielles (tout au moins, comme à Gand, pour les non-syndiqués), d'autres, convaincus de la supériorité de la surveillance telle qu'elle est exercée par les associés eux-mêmes, préféreraient laisser à l'initiative privée le soin de créer des caisses de chômage, sauf à demander aux pouvoirs publics d'encourager ces institutions par leurs subsides.

Cette dernière méthode correspond d'ailleurs mieux que la première à la conception générale de notre législation sociale en Belgique.

Toutefois, l'application de cette méthode se heurte à une difficulté pratique.

La loi du 31 mars 1898 n'interdit pas aux unions professionnelles de créer dans leur sein des caisses de chômage. Ce sont même les seules institutions de prévoyance qu'elle permette aux unions. Mais, en même temps, la loi de 1898 stipule, comme nous l'avons rappelé plus haut, que l'union ne peut se composer que de personnes exerçant le même métier ou la même profession et qui sont, dès lors, exposées aux mêmes risques de chômages involontaires.

Or, des caisses de chômage, ainsi *particularisées*, sont soumises, à cause de l'identité des risques, à une incontestable précarité.

Qu'on suppose une caisse de chômage créée entre ouvriers métallurgistes d'une même localité. Une seule année calamiteuse suffirait évidemment à la ruiner.

Ne vaudrait-il pas mieux, en s'inspirant d'une règle admise par tous les établissements sérieux d'assurance, grouper les risques divers en une ou plusieurs institutions générales qui puiseraient précisément leur force et leur vitalité dans cette diversité des risques?

C'est ce que proposent ces communes de l'agglomération bruxelloise.

Laissant de côté le principe de l'organisation professionnelle, elles expriment le vœu de voir se constituer, entre ouvriers de métiers différents, mais d'une même localité, de grandes mutualités de chômage.

Mais une nouvelle difficulté apparaît aussitôt.

La loi du 23 juin 1894 sur les secours mutuels a, par le texte limitatif de son article 1^{er}, refusé la reconnaissance légale (condition des subsides publics) aux mutualités ayant le chômage involontaire pour objet.

Il faudrait donc, pour réaliser le vœu de ces administrations communales, apporter une légère modification à la loi de 1894 en levant l'interdiction qu'elle comporte.

La Section centrale n'entend point prendre parti entre cette solution et celle qui consisterait à élargir plutôt le cadre de l'article 1^{er} de la loi de 1898 sur les unions professionnelles; mais elle espère que l'intérêt de la question amènera, à bref délai, le Gouvernement à faciliter les conditions de l'assurance contre le chômage involontaire.

Elle s'est demandé aussi si la solution de ce problème ne serait point rendue plus aisée par une enquête officielle sur l'étendue, les conditions, les causes et les remèdes du chômage involontaire en Belgique.

Ayant adressé une question dans ce sens au Gouvernement, elle a reçu la réponse suivante qui démontre que, dès aujourd'hui, le Département du Travail dispose de tous les éléments nécessaires pour faire choix d'une solution:

« Depuis cinq ans, la *Revue du travail* publie, sous la rubrique « Marché du travail », des renseignements fort complets sur l'étendue et les causes du chômage, renseignements qui sont pris auprès des industriels et des syndicats ouvriers. Ce travail est effectué pour la plus grande partie des industries du pays et des spécialités professionnelles.

» D'autre part, la publication du *Recensement industriel* renferme un grand nombre d'indications précises visant l'ensemble du pays et toutes les industries et portant notamment sur le nombre d'établissements chômant, le nombre de mois d'activité par année, le nombre des ouvriers et ouvrières qui chôment à l'époque du recensement.

» Enfin, l'*exposé général* des résultats du recensement traite également du chômage et donne le tableau des entreprises qui chômaient au 31 octobre 1896, avec le nombre d'ouvriers que ces établissements occupent en période d'activité.

» Or, à l'époque du recensement, le chômage pouvait être considéré comme normal. D'autre part, il est acquis que la stabilité des entreprises industrielles est plus grande qu'on ne le pense généralement.

» Les documents existants contiennent donc des renseignements très complets, qu'une enquête, forcément restreinte à quelques centres industriels, ne pourrait réunir.

» L'étude du recensement montre que le chômage est surtout sensible pour les industries saisonnières. Il est dû soit au changement de saison, comme pour les industries du vêtement, soit aux intempéries, comme pour les briqueteries-tuileries, les carrières et les industries de la construction.

» Dans ces conditions, il ne paraît pas utile de consacrer une enquête spéciale à la question du chômage. Les renseignements publiés par la *Revue du travail* et les nombreuses indications fournies par le Recensement industriel suffisent pour étudier le problème sous le double aspect de l'étendue et des causes du chômage. L'interprétation de ces données permettra de dégager les remèdes qui seraient de nature à diminuer le chômage involontaire. »

4. — LES COMITÉS DE PATRONAGE. — L'INSPECTION DES HABITATIONS ET LOGEMENTS OUVRIERS.

Les attributions des comités de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance ont été étendues, par la loi du 10 mai 1900, qui leur a imposé de nouveaux devoirs. A la suite de cette loi, le Gouvernement a procédé à leur réorganisation.

On s'est demandé s'il n'y avait pas lieu, afin de rendre plus féconde encore l'action de ces organismes, de créer, ainsi qu'il a été fait pour les sociétés mutualistes, un Conseil supérieur. Celui-ci aurait notamment pour mission de développer l'application de la loi sur les habitations ouvrières qui, dans certaines régions du pays, n'a pas encore assuré tous les bienfaits qu'on était en droit d'attendre d'elle.

Ce Conseil pourrait aussi signaler au Gouvernement les principaux perfectionnements que cette loi est susceptible de recevoir.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu de créer un Conseil supérieur des comités de patronage ou de confier à la Commission permanente des sociétés mutualistes le soin de stimuler et de perfectionner l'action des comités de patronage?

RÉPONSE.

Cette idée pourra être étudiée lorsqu'il y aura lieu de préparer une revision des lois relatives à la matière.

La Section centrale estime, au contraire, que la réalisation de cette idée pourrait précéder utilement, en la préparant, la revision de la loi du 9 août 1889.

Une autre question, plus importante encore, a fait l'objet d'un échange de vues à la Section centrale. Il s'agit de l'inspection des habitations ouvrières.

Dans sa séance du 28 novembre 1901, le Conseil supérieur d'hygiène publique faisait valoir dans son rapport les observations suivantes, marquées au coin d'une expérience et d'une compétence incontestables :

« Quelques comités de patronage, disait-il, à force d'instance et de persévérance, ont obtenu des distributions d'eau, la suppression d'impasses et de

rues malsaines, l'évacuation des eaux ménagères habituellement stagnantes; d'autres sont parvenus à faire construire des bassins de natation et des maisons salubres et aussi, grâce à des subsides de communes, de bureaux de bienfaisance ou à des souscriptions, à réaliser l'institution si éminemment utile des prix d'ordre et de propreté; d'autres encore, à la suite d'enquêtes minutieuses et permanentes, ont révélé des faits révoltant les consciences, faisant mieux comprendre à tous que la maison insalubre et encombrée est un foyer de malpropreté, de désordre et d'immoralité; qu'elle constitue un danger réel pour la santé publique.

» Beaucoup trop souvent, de généreux et louables efforts se sont butés au mauvais vouloir de propriétaires et d'administrations communales empêchant la loi, qui poursuit une œuvre purement humanitaire, de recevoir sa pleine consécration.

» Les comités de patronage sont cependant institués de façon à rendre les plus grands services dans l'importante question des habitations ouvrières. Ils sont composés d'hommes qui se dévouent sans réserve et ne demandent qu'à persévérer dans leur tâche; mais, pour soutenir leur ardeur, ces comités devraient posséder ce qui leur fait entièrement défaut, c'est-à-dire l'autorité voulue pour vaincre les volontés rebelles et faire prévaloir des décisions prises en dehors de tout esprit de coterie.

» Les bourgmestres possèdent bien le pouvoir absolu d'interdire l'usage d'habitations insalubres, de faire évacuer des logements malsains; mais ce droit ne peut être exercé assez librement, surtout dans les petites villes, où l'autorité doit presque toujours compter avec de multiples et permanentes sollicitations. »

Des publications récentes ont mis, en une triste lumière, l'état des logements ouvriers dans certaines parties du pays, notamment dans les bassins houillers du Hainaut.

« Il serait très utile, dit un témoin oculaire, de faire procéder à une enquête détaillée, qui permettrait de fixer exactement le nombre des familles de houilleurs n'ayant qu'une seule chambre à coucher. Dans le bassin de Charleroi, on estime qu'il y en a au moins 20 %.

» Les maisons à deux chambres à coucher, où filles et garçons sont entassés dans une chambre, la plupart du temps basse et étroite (les parents occupant seuls ou avec les plus jeunes enfants la plus grande chambre), sont beaucoup plus nombreuses encore.

» Pareil état de choses est d'autant plus déplorable que la situation matérielle des houilleurs permettrait certainement à un plus grand nombre d'entre eux de louer une de ces nombreuses maisons construites par les charbonnages, les sociétés d'habitations ouvrières ou les particuliers. Mais il faut reconnaître que ces maisons sont encore trop rares et que leur nombre n'augmentera qu'au fur et à mesure qu'on abattra les vieilles masures ⁽¹⁾. »

(1) G.-C. RUTTEN, *Le mineur du bassin houiller du couchant de Mons*. Paris, SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE, 1901.

Un autre abus, plus déplorable encore, est celui des maisons de logement telles qu'on en trouve surtout au pays de Charleroi :

« Les tenanciers de ces maisons de logement, dit le même témoin, ont en mains le livret de leurs logeurs; ils vont toucher eux-mêmes la quinzaine de ces malheureux et la gardent très souvent tout entière pour eux.

» La quinzaine touchée, les tenanciers paient la première tournée, car ils sont tous, ou presque tous, cabaretiers; les locataires, dits ici « logeurs », paient la seconde tournée et toutes celles qui suivent. Comme la « baesine » du logement marque le nombre des verres consommés sur un tableau, et à la craie, elle marque très fréquemment « al fourchette », comme disent les « logeurs », c'est-à-dire qu'elle fait une rayure au milieu de sa craie, de façon à marquer deux petites lignes d'un seul trait. Les ouvriers contrôlent d'ailleurs rarement la valeur de ce qu'ils ont reçu à manger et à boire pendant la semaine; ils ont tout à crédit, même leurs habits, de sorte que les tenanciers, au bout de la semaine ou de la quinzaine, prélèvent tout ce qu'ils veulent. C'est, du reste, un fait connu qu'un tenancier, dès qu'il a quatre ou cinq logeurs, ne travaille plus. »

Ces abus devraient faire admettre partout, comme obligatoire, un minimum de mesures prises déjà par l'autorité communale de Charleroi. Celle-ci a exigé qu'il y eût dans chaque maison de logement autant de lits que de « logeurs », autant d'espace vide dans chaque chambre qu'il y a d'espace occupé par les lits, et a prescrit qu'aucun « logeur » ne pourra être admis à coucher dans des chambres occupées par la famille.

Mais il y a peut-être d'autres moyens, d'ordre plus général, qu'il appartiendrait au Gouvernement lui-même d'adopter en vue de rendre possible la suppression des taudis et masures, et leur remplacement par des habitations ouvrières.

Un de ces moyens, préconisé par les hommes les plus autorisés, c'est l'organisation de façon efficace et permanente de l'inspection des habitations ouvrières.

Comment peut-on concevoir cette organisation?

M. Alb. Soenens, président du comité de patronage de Saint-Gilles, dans une remarquable étude qu'il a consacrée à ce problème, justifie théoriquement et pratiquement l'organisation de cette inspection. Celle-ci aurait une double sphère d'action : 1° la surveillance des constructions nouvelles; 2° l'enquête et l'inspection des logements anciens.

En vue de faire appliquer les règlements relatifs aux constructions et habitations ou logements ouvriers, « il est indispensable, dit M. Alb. Soenens, que les inspecteurs soient armés de pouvoirs et puissent agir efficacement, notamment en faisant les constatations, avertissements et injonctions utiles, et, en cas de refus d'obéissance, en dressant, à charge des contrevenants, des procès-verbaux faisant pleine foi en justice. La poursuite de ces contraventions pourrait se faire soit à leur requête (à l'instar de ce qui se passe en matière forestière, en matière d'accises et douanes, etc.), soit à l'intervention de la justice ordinaire (1). »

(1) ALBERT SOENENS. *L'inspection des habitations ouvrières*. Bruxelles, Hayez, 1897, p. 23.

Afin d'éviter tout excès de fonctionnarisme, on pourrait profiter de tous les dévouements et de toutes les institutions existantes, soit à titre actif, soit à titre simplement consultatif, en établissant des rapports étroits entre l'inspectorat des habitations à bon marché et les administrations et institutions s'occupant spécialement de l'hygiène publique et des logements ouvriers, — ou même en attribuant éventuellement des fonctions d'inspecteur à un membre du comité de patronage, sur présentation du comité, pour un temps ou des services déterminés, spécialement pour l'exécution de mesures reconnues urgentes.

Cet inspectorat devrait, en tous cas, — c'est une condition de son efficacité, mais c'est aussi, nous ne nous le dissimulons pas, l'objection la plus grave opposée à sa création, — être indépendant des pouvoirs locaux.

Interrogé par la Section centrale, le Département rappelle que les comités de patronage ont le droit de signaler aux autorités toutes les mesures dont ils reconnaissent l'opportunité.

QUESTION.

La loi du 9 août 1899 confie aux comités de patronage des habitations ouvrières l'étude de tout ce qui concerne la salubrité des maisons habitées par la classe laborieuse et l'hygiène des localités où elles sont établies.

Mais ces comités n'ont, en droit ni en fait, aucune autorité pour faire observer les règles de la salubrité et de l'hygiène dont ils constatent la violation.

N'y aurait-il pas lieu, à raison des abus graves et nombreux qui persistent en cette matière, de faire droit à une réclamation maintes fois formulée par les comités de patronage et tout récemment par le Conseil supérieur d'hygiène, en organisant une inspection des habitations ouvrières qui serait indépendante des pouvoirs locaux et qui aurait qualité pour faire respecter les lois et règlements de salubrité et d'hygiène publiques, par voie d'avertissements et, au besoin, de procès-verbaux faisant pleine foi en justice?

RÉPONSE.

L'Administration suit avec intérêt les expériences qui viennent d'être tentées à l'étranger, avec le concours des autorités locales, dans le sens d'une inspection des logements.

Toutefois, mon Département n'est pas compétent en ce qui concerne spécialement l'hygiène et la salubrité.

D'autre part, la loi du 9 août 1889 confie déjà aux comités de patronage ou à leurs membres à ce délégués le soin de signaler, soit aux administrations communales, soit à l'autorité provinciale, soit au Gouvernement, telles mesures qu'ils jugeront opportunes.

La Section centrale n'ignore point quels sont, en cette matière, les droits des comités de patronage. Mais ces droits sont singulièrement platoniques. Et le Département de l'Industrie, d'accord avec celui de l'Agriculture, pourrait utilement rechercher le moyen d'armer les comités de droits plus efficaces.

5. — L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Le Budget de 1901 prévoyait une augmentation de crédit destinée à renforcer le personnel de l'inspection.

La Section centrale a voulu savoir de quelle manière ce renforcement avait été assuré.

QUESTION.

Quelles sont les modifications qui ont été apportées dans le service et dans les cadres de l'inspection du travail depuis la réponse faite par le Gouvernement à la Section centrale chargée d'examiner le Budget de 1901?

RÉPONSE.

Depuis la réponse faite par le Gouvernement à la Section centrale chargée d'examiner le budget pour 1901, le personnel de l'inspection du travail compte quatre agents en plus, savoir : 1 déléguée à l'Administration centrale, 1 inspecteur adjoint et 2 délégués en service provincial.

Par suite de ces nouvelles nominations, la délimitation des ressorts d'inspection a été modifiée par un arrêté ministériel du 24 décembre 1901.

Actuellement, les cadres de l'inspection du travail comprennent :

1° ADMINISTRATION CENTRALE :

1 premier inspecteur principal, 1 inspecteur principal, 3 inspecteurs dont 1 médecin, 1 inspectrice et 1 déléguée, 1 délégué-médecin.

2° SERVICE PROVINCIAL :

1^{er} *district* : l'arrondissement administratif de Bruxelles : 1 inspecteur et 1 délégué, à Bruxelles;

2^e *district* : les arrondissements administratifs de Louvain et de Nivelles : 1 inspecteur, à Louvain;

3^e *district* : la province d'Anvers : 1 inspecteur, à Anvers, et 1 délégué, à Tamise;

4^e *district* : la Flandre orientale, 1 inspecteur et 2 délégués à Gand;

5^e *district* : les arrondissements administratifs de Bruges, Ostende, Furnes et Dixmude, 1 délégué à Bruges;

6^e *district* : les arrondissements administratifs de Courtrai, Thielt, Ypres et Roulers, 1 inspecteur à Courtrai;

7° *district* : le Hainaut, 1 inspecteur à Houdeng-Gœgnies et 1 inspecteur adjoint à Mons;

8° *district* : les provinces de Namur et de Luxembourg, 1 inspecteur et 1 délégué, à Namur.

9° *district* : les provinces de Liège et de Limbourg, 1 inspecteur à Liège et 3 délégués en résidence respectivement à Liège, Verviers et Hasselt.

..

Le service médical de l'inspection du travail comprend :

Outre les 2 médecins attachés à l'Administration centrale et chargés de desservir les provinces d'Anvers et de Limbourg, ainsi que les arrondissements administratifs de Bruxelles et de Louvain :

1 inspecteur-médecin à Gand, pour les deux Flandres;

1 inspecteur-médecin à Charleroi, pour le Hainaut et les arrondissements administratifs de Nivelles et de Philippeville;

1 inspecteur-médecin à Liège, pour les provinces de Liège et de Luxembourg, et les arrondissements administratifs de Namur et de Dinant.

La Section centrale a voulu être renseignée en même temps sur les traitements alloués à ces divers fonctionnaires.

QUESTION.

Quels sont les traitements des divers fonctionnaires compris dans les cadres de l'inspection du travail?

RÉPONSE.

1° ADMINISTRATION CENTRALE.

1 premier inspecteur principal	7,500 fr.
1 inspecteur principal . . .	7,000 »
5 inspecteurs dont les traitements varient de . . .	5,000 à 6,500 »
1 inspectrice	5,200 »
1 déléguée	2,400 »
1 délégué-médecin	2,500 »

2° SERVICE PROVINCIAL.

11 inspecteurs dont les traitements varient de . . .	4,500 à 6,500 »
1 inspecteur adjoint . . .	3,600 »
9 délégués dont les traitements varient de . . .	2,000 à 3,000 »

La Section centrale rappelle les observations relatives à l'unification de ces traitements, qui ont été formulées dans la discussion du Budget de 1901.

Les procès-verbaux des sections font mention de diverses plaintes au sujet de l'application de certaines de nos lois ouvrières. Le travail des enfants dans les verreries continue, assure-t-on, à donner lieu à des abus. La Chambre se rappelle qu'une proposition d'abaisser à 15 ans la limite d'âge pour l'admission au travail de nuit a été adoptée par le Conseil supérieur du Travail. Divers renseignements tendent à faire croire que des enfants au dessous de cet âge sont occupés, même au travail de nuit, dans plusieurs verreries.

La Section centrale signale ces plaintes à toute la sollicitude du Gouvernement. Elle s'est informée du nombre des procès-verbaux dressés pendant le dernier exercice.

QUESTION.

Quel a été, pour 1901, le nombre des procès-verbaux dressés par l'inspection du travail?

RÉPONSE.

Relevé des procès-verbaux de contraventions aux lois et arrêtés royaux, dressés par MM. les inspecteurs du travail dans le cours de l'année 1901.

DÉSIGNATION des LOIS ET RÈGLEMENTS.	Nombre des infractions relevées par procès-verbaux.	Nombre des procès-verbaux.
Loi du 15 décembre 1889 sur le travail des femmes et des enfants.	509	328
Loi du 16 août 1887 sur le paiement des salaires	12	12
Arrêtés royaux des 21 septembre 1894, 29 janvier 1895, 16 janvier 1899 (salubrité et sécurité).	58	48
Loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier	121	75
TOTAUX	599	363

Ce relevé accuse une augmentation assez sensible sur les chiffres de 1901. La Section centrale ne peut qu'encourager le Gouvernement à veiller, sans vexations inutiles, mais sans faiblesse, à l'exécution de nos lois et arrêtés relatifs à la protection des travailleurs.

La loi du 2 mai 1899, dont il est permis d'attendre de précieux résultats, n'est pas encore entrée dans sa période d'application.

QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il pris des arrêtés en exécution de la loi concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises commerciales et industrielles?

RÉPONSE.

En application de l'article 2, 3° de la loi concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles et commerciales, le Conseil supérieur du

travail a été saisi, le 21 juin 1901, des projets de règlements relatifs à l'exécution de ladite loi.

Ces projets avaient été préalablement soumis à l'avis des Conseils de l'Industrie et du Travail et des Députations permanentes des Conseils provinciaux.

Quant à la loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers, loi dont un arrêté royal du 28 octobre 1901 fixe l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1902, des ouvriers de l'industrie textile se plaignaient de ce qu'elle fût encore lettre morte, notamment en Flandre occidentale, au commencement de mars.

La Section centrale s'est renseignée sur les mesures prises par le Département, en vue de rendre de plus en plus effectif le droit pour l'ouvrier de contrôler son travail :

QUESTION.

Au cours de la discussion de la loi réglementant le mesurage du travail des ouvriers, l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail a fait part à la Chambre de son intention d'ouvrir une enquête en vue d'améliorer, s'il y a lieu, les conditions de l'exercice du droit de contrôle de l'ouvrier sur son travail (Annales parlementaires, Chambre des Représentants, 1900-1901, séance du 12 juillet 1901, p. 1925).

Il a, d'autre part, annoncé l'intention de mettre à l'étude la question de l'affichage dans les lieux de travail du tarif des salaires (ibid., p. 1927). Quelle a été la suite donnée à ces intentions?

RÉPONSE.

Par circulaire ministérielle du 21 août 1901, les inspecteurs du travail ont été invités à procéder à une enquête, aussi complète que possible, sur les points suivants :

1° Dans quelles limites les ouvriers exercent-ils, en fait, le contrôle des mesurages, pesées et autres opérations quelconques ayant pour but de déterminer la quantité ou la qualité d'ouvrage fourni et ainsi de fixer le montant du salaire? Quelles seraient les mesures pratiques qui pourraient, le cas échéant, rendre ce contrôle plus efficace et quelles seraient les industries auxquelles ces mesures devraient s'appliquer?

2° Y aurait-il possibilité de prescrire l'affichage des tarifs des salaires d'une façon générale? En cas d'impossibilité de procéder par voie de disposition générale, quelles seraient les catégories d'industries ou d'entreprises où les conditions de détermination du montant des salaires seraient de nature à permettre ledit affichage?

Dans ce cas, quelles seraient les raisons pour lesquelles pareille mesure ne serait pas pratiquement réalisable dans d'autres industries?

L'Administration centrale qui vient de recevoir les derniers rapports concernant ces deux questions s'efforcera de dégager aussitôt que possible les conclusions de l'enquête.

Une autre question, qui avait fait l'objet d'un échange de vues lors de la discussion du Budget de 1902 : la distribution de l'énergie motrice à domicile, a donné lieu à une première enquête.

QUESTION.

Le Gouvernement a-t-il décidé de procéder à des études en ce qui concerne la distribution de la force motrice à domicile? Dans l'affirmative, où en sont ces études?

RÉPONSE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail a chargé deux délégués spéciaux : M. E. Du Bois, professeur à l'Université de Gand, et M. A. Julin, chef de division à l'Office du Travail, d'étudier sur place les résultats économiques dus à l'introduction des moteurs électriques dans les industries à domicile.

Ces délégués ont fait porter leurs observations sur l'industrie horlogère suisse, le tissage de la soie à Lyon et la rubanerie de Saint-Étienne.

Le rapport qu'ils ont adressé au Ministre de l'Industrie et du Travail vient d'être imprimé.

Réalisant aussi une promesse qui avait été faite à la Chambre, le Gouvernement vient d'instituer une commission d'enquête chargée d'examiner la situation de la petite bourgeoisie. Cette commission ne tardera pas à entrer en fonctions.

6. — LES PENSIONS DE VIEILLESSE.

Ainsi que l'année dernière, l'application de la loi du 10 mai 1900 sur les pensions de vieillesse a provoqué diverses demandes d'explications, au sein des sections.

La Section centrale a retenu parmi ces questions celles qui n'avaient point fait encore l'objet de déclarations publiques de la part du Gouvernement, ou celles dont la solution pouvait encore laisser quelque doute dans l'esprit des intéressés.

QUESTION.

Dans quelle proportion le crédit de 12,000,000 francs, voté au budget de 1901 pour être alloué au fonds spécial des dotations pour la constitution des pensions de vieillesse, a-t-il été réparti aux diverses catégories de personnes qui bénéficient des primes d'encouragement de l'État et à celles qui profitent des dispositions transitoires de la loi du 10 mai 1900?

RÉPONSE

Au premier mars courant, 177,529 personnes avaient obtenu pour 1901 l'allocation de 65 francs, soit une somme totale de 11,559,385 francs.

Pour la même année, une somme totale de fr. 1,089,157.20 a été allouée à titre de primes d'encouragement de l'État, dont seulement 2,826 francs à des affiliés directs à la Caisse de Retraite. Le reste a été attribué à des personnes affiliées par l'intermédiaire de sociétés mutualistes reconnues.

Celles-ci ont obtenu, en outre, à charge du crédit non limitatif de l'article 25 du Budget, une somme de 410,264 francs à titre de subvention pour l'affiliation de leurs membres à ladite caisse.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu, en vue de fixer les principes de l'attribution des pensions de vieillesse, de publier et de communiquer aux collèges intéressés, les principales décisions relatives à l'application des dispositions transitoires de la loi du 10 mai 1900?

RÉPONSE.

Une instruction générale, envoyée le 5 février dernier aux collèges intéressés, contient les règles principales d'interprétation relatives à l'article 9 de la loi du 10 mai 1900. Les décisions nouvelles qui seraient prises à l'avenir seront publiées de la même manière.

Les sociétés mutualistes reconnues ont trouvé, d'autre part, dans une circulaire du 10 janvier dernier, les indications relatives aux dispositions transitoires de l'article 8 de la même loi.

L'interprétation des mots : « ouvriers ou anciens ouvriers se trouvant dans le besoin » a donné lieu, comme on sait, à des discussions et même à certains conflits entre les autorités chargées de coopérer à l'application de la loi. Des comités de patronage se sont plaints, notamment dans le Hainaut, de la facilité avec laquelle certaines communes signalaient leurs administrés aptes à jouir de l'allocation de 65 francs.

QUESTION.

Quelle est l'interprétation donnée par le Gouvernement aux mots : « ouvrier ou ancien ouvrier » inscrits à l'article 9 de la loi du 10 mai 1900 concernant les pensions de vieillesse? Exige-t-il que le bénéficiaire ait exercé un métier pendant la plus grande partie de sa vie?

Quelle est l'interprétation donnée aux mots : « se trouvant dans le besoin » inscrits dans le même article?

RÉPONSE.

L'article 5 de l'arrêté royal du 20 octobre 1900 définit comme suit les « ouvriers » et les « anciens ouvriers » :

Art. 5. — Sont considérés comme ouvriers, les hommes et les femmes qui, moyennant un salaire, travaillent habituellement de leurs mains pour un patron ou un maître, soit au temps, soit à la pièce, soit au dehors, soit à domicile, et cela sans distinguer entre le travail domestique ou agricole et le travail industriel ou de métier.

Sont considérés comme anciens ouvriers, ceux qui, par la condition habituelle de leur vie antérieure, ont répondu à la précédente définition.

La femme ou la veuve d'un ouvrier ou ancien ouvrier est considérée comme ouvrière, lors même qu'elle ne se trouve pas personnellement dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

L'article 6 du même arrêté détermine l'interprétation donnée aux mots : « se trouvant dans le besoin » inscrits au même article de ladite loi :

ARR. 6. — Sont considérés comme se trouvant dans le besoin, ceux dont les ressources, mises en rapport avec leurs charges, sont ordinairement insuffisantes pour qu'ils puissent pourvoir par eux-mêmes à leur subsistance.

Pour établir cette situation, il est tenu compte notamment :

EN RESSOURCES :

1° Du salaire de l'intéressé, de son conjoint et des enfants ou descendants habitant avec lui ;

2° De la nature et de la contenance de leurs propriétés et des biens qu'ils tiennent en location ;

3° De leurs épargnes ;

4° Des secours de la bienfaisance publique ;

5° Des subventions résultant de droits réels ou personnels comme les droits d'usage ou les pensions alimentaires.

EN CHARGES :

1° De l'entretien du ménage selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, en considérant le nombre et l'âge des personnes qui composent la famille ;

2° Des infirmités ;

3° Du loyer, des impôts et des charges réelles.

L'instruction générale envoyée le 5 février aux Comités de patronage, aux commissions d'appel, etc., commente ces dispositions dans les termes suivants :

Qualité d'ouvrier ou d'ancien ouvrier :

Il faut être ouvrier ou ancien ouvrier, domestique, ouvrier agricole, industriel ou de métier, femme ou veuve d'un ouvrier ou ancien ouvrier.

Les ouvriers ou ouvrières célibataires peuvent être admis à jouir de l'allocation de 65 francs.

Il en est de même des artisans qui, moyennant salaire, travaillent habituelle-

ment pour un maître ou un patron. Il ne faut pas, d'ailleurs, tenir compte exclusivement de la situation actuelle des vieillards de 65 ans et plus, mais aussi de la condition habituelle de leur vie antérieure.

Condition relative au besoin :

Se trouver dans le besoin, c'est ne pouvoir suffire à son entretien selon la condition habituelle des ouvriers de la région et de la même profession, et ce en tenant compte de toutes les ressources et de toutes les charges.

L'appréciation du besoin est une question de fait que les comités de patronage ont à résoudre dans chaque cas particulier d'après les éléments qui leur sont fournis.

Pour établir les ressources des intéressés, il y a lieu de tenir compte notamment de leur salaire et de celui de leur conjoint et de leurs enfants, beaux-enfants ou descendants habitant avec eux, ainsi que des subventions résultant de droits personnels, telles que les pensions alimentaires qui sont servies par des enfants ou descendants aisés n'habitant pas avec les requérants.

Il convient, en outre, de prendre en considération les pensions qui sont fournies aux requérants par des caisses de prévoyance et les secours qui leur sont alloués par les bureaux de bienfaisance. Si les allocations de ce genre, ajoutées aux autres ressources que peut avoir l'intéressé, ne suffisent pas pour subvenir aux besoins de celui-ci, eu égard à ses infirmités et aux autres charges du ménage, l'avantage de l'article 9 pourra lui être accordé.

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas qu'il y aurait lieu d'assimiler les pêcheurs aux ouvriers, pour l'allocation des pensions de vieillesse?

RÉPONSE.

Les comités de patronage et les commissions d'appel ont à apprécier, en fait, si les pêcheurs peuvent être considérés comme ouvriers ou anciens ouvriers, au point de vue de l'application de l'article 9 de la loi du 10 mai 1900. Il résulte du texte de l'article 5 de l'Arrêté royal du 20 octobre 1900 que les personnes qui travaillent à la pièce ou à l'entreprise ne sont pas, de ce chef, exclues du bénéfice de la loi.

QUESTION.

Le paiement des pensions de 65 francs ne pourrait-il être fait au domicile du bénéficiaire par les facteurs des postes?

RÉPONSE.

Aux termes des instructions arrêtées de commun accord avec l'Administration des postes, si le bénéficiaire de l'allocation de 65 francs ne peut, pour cause d'infirmité ou de maladie, se déplacer pour recevoir au bureau le montant de la quittance, il détachera et enverra au percepteur, en franchise de port, un talon joint à la formule qui lui a été remise : ce talon contient une demande de paiement à domicile par le facteur.

Un grand nombre de vieillards ont profité de cette disposition.

QUESTION.

Quelles sont les règles suivies par le Gouvernement en ce qui concerne le paiement des pensions de vieillesse lorsque le bénéficiaire vient à décéder au cours de l'année?

RÉPONSE.

Le Gouvernement estime que la loi a attribué à l'allocation un caractère strictement alimentaire et personnel et que, dès lors, il n'y a plus lieu de la payer après le décès du bénéficiaire.

Sans contester le bien-fondé de cette réponse, la Section centrale est d'avis que le caractère strictement alimentaire et personnel de l'allocation ne doit pas faire obstacle à ce que celle-ci soit payée au prorata de la durée de vie du bénéficiaire.

7. — L'ADMINISTRATION DES MINES. — LE SERVICE GÉOLOGIQUE.

Reproduisant une observation formulée l'année dernière dans la discussion du Budget, un honorable membre a prié la Section centrale d'adresser au Gouvernement la question suivante :

QUESTION.

Le Gouvernement ne croit-il pas qu'il y aurait lieu d'engager les industriels à faire désigner par les ouvriers une liste des candidats aux fonctions de délégués ouvriers à l'inspection des Mines, liste parmi laquelle le Conseil de l'industrie choisirait pour faire ses présentations?

RÉPONSE.

Le Gouvernement, tout en souhaitant voir se produire un accord préalable en vue des présentations, ne peut cependant que laisser à cet égard toute latitude aux intéressés.

Un autre membre a manifesté aussi le désir de voir développer notre office géologique qui, réorganisé, pourrait rendre plus de services, non seule-

ment à l'industrie privée, mais à l'État, en participant *directement* à la préparation de certains grands travaux publics.

QUESTION.

Quel est l'état actuel de la carte géologique détaillée de la Belgique et de la carte agricole? Dans quel délai l'État espère-t-il qu'elles seront terminées?

RÉPONSE.

Sur les 432 planchettes que comprend la carte géologique, il n'en reste que 32 à soumettre à l'approbation du Conseil de direction de la Commission de la carte géologique.

Le Conseil de direction, consulté sur la date d'achèvement, a émis l'avis que, par suite de différentes circonstances, notamment du décès récent d'un collaborateur, il y a lieu de prévoir que le travail pourrait n'être pas terminé cette année.

Les études préliminaires de la carte agricole se poursuivent, mettant à profit les données de la carte géologique et les observations recueillies au cours des sondages opérés à l'occasion des grands travaux d'utilité publique ou privée.

8. — COMMISSIONS ET SERVICES DIVERS. — LA PÂTE POUR ALLUMETTES. —
L'ANKYLOSTOMASIE.

Un crédit de 60,000 francs qui figurait pour mémoire au Budget de 1901 avec le libellé suivant : « Prime à payer par l'État à l'inventeur d'une pâte pour allumettes sans phosphore blanc et prenant feu sur toutes les surfaces. — Frais divers de la Commission instituée pour juger ce concours », a disparu au Budget de 1902.

La Section centrale a voulu se renseigner à ce sujet auprès du Gouvernement.

QUESTION.

Quel a été le résultat du concours ouvert pour l'invention d'une pâte pour allumettes sans phosphore blanc et prenant feu sur toutes les surfaces? La prime prévue a-t-elle été payée? Quels ont été les frais de la Commission instituée pour juger ce concours?

Le Gouvernement pourrait-il faire connaître à la Section centrale quels ont été les résultats d'un concours analogue ouvert en France?

RÉPONSE.

I. Le concours n'a pas abouti.

La Commission chargée d'en juger les résultats a déclaré qu'aucun des produits présentés ne remplissait les conditions requises, soit qu'ils fussent défectueux au point de vue de l'inflammabilité en ne s'allumant pas sur toutes les surfaces ou bien en s'allumant avec projections de matières enflammées, soit qu'ils continssent du phosphore blanc ou d'autres produits vénéneux.

La prime prévue n'a donc pas été payée.

II. En 1898, le Budget avait prévu, outre le crédit de 30,000 francs pour l'allocation

éventuelle de la prime, une somme de 5,000 francs pour les frais. Il a été dépensé fr. 676.98.

En 1899, le somme prévue pour les frais était de 10,000 francs. Il a été dépensé fr. 1,520.70.

En 1900, sur la même somme de 10,000 francs figurant dans les prévisions, il a été dépensé fr. 5,990.60.

Ces dépenses ont consisté en frais d'impression, de publicité et de correspondances à l'étranger, en vacations payées aux membres de la Commission, en achat de matériel et en frais d'expériences concernant l'inflammabilité des produits, leur résistance au choc et à la chaleur, en frais d'analyses.

III. En 1895, le Gouvernement français a chargé une Commission spéciale d'étudier la question de la substitution du phosphore amorphe au phosphore ordinaire dans la fabrication des allumettes.

Il ne s'agissait pas, à proprement parler, d'un concours, mais de recherches à faire par cette Commission sur les allumettes utilisées dans les pays étrangers ou qui lui seraient présentées par des inventeurs ou fabricants.

Les résultats furent que quatre types d'allumettes répondaient, quant à l'absence du phosphore blanc, à la condition fixée; qu'elles présentaient une sensibilité suffisante à la friction bien que cette sensibilité n'atteignit point celle des allumettes au phosphore blanc; qu'elles jouissaient de propriétés explosives plus faibles que celles des types fabriqués en France et à l'étranger connus avant les recherches de la Commission. Toutefois, la Commission faisait les plus expresses réserves sur la possibilité d'employer, pour leur fabrication, l'outillage actuel et, notamment, certains appareils mécaniques servant à assembler et à emboîter les allumettes après leur dessiccation.

Le rapport de la Commission, publié dans le numéro du *Journal Officiel* portant la date du 4 juillet 1895, cite les noms des inventeurs des quatre meilleurs types qu'elle a rencontrés.

Elle place en première ligne, au point de vue de la sensibilité et de bon fonctionne-

ment, les types présentés par MM. Hoebeke (Belgique) et Hardmeyer (Suisse), et, en deuxième ligne, les allumettes de MM. Serré, de Saint-Denis et Delpey (fabrication russe).

Enfin, le Budget de 1902 comporte, comme les Budgets précédents, un crédit de 15,000 francs pour « l'enquête sur l'ankylostomiasie dans les divers bassins houillers du pays. Études de mesures prophylactiques. Dépenses diverses ».

Désireuse de connaître l'état de cette grave question, la Section centrale s'est adressée au Gouvernement en ces termes :

QUESTION.

Quel est l'état actuel de l'enquête sur l'ankylostomiasie et les mesures prophylactiques à prendre contre elle? L'ankylostomiasie continue-t-elle à faire des progrès dans nos régions charbonnières? Quels sont les bassins où elle s'est propagée? Dans quelle mesure y sévit-elle?

RÉPONSE.

Les Comités institués à Liège, à Mons et à Charleroi pour rechercher à quel degré sévit l'ankylostomiasie dans ces régions et quelles mesures pratiques de prophylaxie il convient de prendre, n'ont pu s'occuper encore que de la première partie de leur mission.

Le Comité de Liège a terminé son enquête dans sept charbonnages de la vallée de la Meuse. Sur 1060 examens microscopiques, 257 ont fait reconnaître la présence de l'ankylostome duodénal. Cette proportion se répartit du reste très inégalement suivant les sièges d'extraction. L'un d'eux était particulièrement contaminé.

Le Comité de Mons n'a pu faire encore procéder qu'à un nombre d'examen insuffisant pour établir exactement la situation. Néanmoins la présence du parasite a été reconnue dans divers charbonnages du couchant de Mons et du Centre et même en forte proportion pour l'un d'eux.

Le Comité de Charleroi s'est borné à faire une enquête dans dix-huit charbonnages, en se renseignant auprès des médecins traitants. Comme ce mode de procéder pourrait laisser des doutes sur la valeur des conclusions qui en sont déduites, il a été demandé à ce Comité de faire opérer également des examens microscopiques.

Dans le bassin de Liège où la maladie est constatée depuis quelques années, les cas graves d'ankylostomiasie sont moins nombreux que précédemment.

La Section centrale émet le vœu de voir le Gouvernement poursuivre ces études et les mener à bonne fin dans le plus bref délai possible. Elle saisit

cette occasion pour appeler son attention sur l'utilité que présenterait dans les charbonnages l'installation des bains ou lavoirs, du système cabinets-douche, ainsi que de lieux d'aisance.

Il conviendrait aussi d'examiner si la loi du 2 mai 1899, concernant la sécurité et la santé des ouvriers employés dans les entreprises industrielles ou commerciales, ne pourrait pas trouver, en ce qui concerne ces installations, une application qui correspondrait aux conclusions de tous les hygiénistes.

La Section centrale s'est trouvée unanime pour vous proposer l'adoption de ce Budget.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
NERINCX.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
I. Examen en sections	2
II. Examen en Section centrale. — 1. La situation de l'industrie et du marché du travail. — La marine marchande. — Le renouvellement des traités de commerce. . .	3
2. L'enseignement technique.	8
3. Les unions professionnelles. — Le chômage involontaire.	11
4. Les comités de patronage. — L'inspection des habitations et logements ouvriers . .	18
5. L'inspection du travail	22
6. Les pensions de vieillesse	26
7. L'administration des mines. — Le service géologique	30
8. Commissions et services divers. — La pâte pour allumettes. — L'ankylostomiasie. . .	31

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 MAART 1902.

Begrooting van 't Ministerie van Nijverheid en Arbeid
voor het dienstjaar 1902 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER CARTON DE WIAET.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting voor 1902 voorziet eene verhooging van 48,150 frank tegen het voorgaande dienstjaar, toen de kredieten 16,400,000 frank beliepen. .

Voor het nieuw dienstjaar, zijn de gewone uitgaven 198,150 frank hoger, de uitzonderlijke uitgaven 150,000 frank lager.

De kredieten voor het nijverheids-, beroeps-, handels- en huisonderwijs, artikel 9, hoofdstuk III, *gewone ontvangsten*, zijn van 1,100,000 op 1,250,000 frank gebracht.

Met genoegen merkt de Middenafdeeling aan, dat deze verhooging het gevolg is van 't vermeerderen der inrichtingen voor nijverheids-, beroeps-, handels- en huisonderwijs en het uitbreiden van de bestaande.

De inrichting van den dienst der ouderdomspensioenen en de uitbreiding van de bestaande diensten vergen de benoeming van een aantal beambten, wier bezoldiging 22,000 frank zal kosten.

Anderzijds zijn er 25,700 frank noodig voor jaarwedde en vergoeding van het personeel der mijnen : ingenieurs, klerken, bijzondere dienst der

⁽¹⁾ Begrooting, n^o 4, VIII.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren VAN CLEEMPUTTE, CARTON DE WIAET, VERHAEGEN, WAROCQUÉ, DAVIGNON, ANSEEL.

ongevallen en des grauwwuurs, als gevolg der vermædering van het getal districten en van andere hervormingen tot uitbreiding van het korps der mijnen.

De vermindering der *uitzonderlijke uitgaven* is 't gevolg van : 1^o het intrekken van 't krediet van 50,000 frank, verleden jaar door de Kamers verleend als toelage aan het Belgisch algemeen commissariaat bij de Wereldtentoonstelling te Parijs; 2^o de verlaging tot 50,000 frank, van het krediet van 150,000 frank, in 1900 gevraagd voor de nijverheidsopneming. Meestal de opgaven van dit merkwaardig werk werden in 1901 afgekondigd; doch sommige gedeelten kregen eene door de Regeering niet voorziene uitbreiding. Dit veroorzaakte in 1902 meerdere kosten van uitgave, met het krediet van 50,000 frank te bestrijden.

Deze verschillende wijzigingen der Begrooting van 1901, uitgelegd in de inleidingsnota der Begrooting, werden door uwe Middenafdeeling goedgekeurd.

I. — Onderzoek in de afdeelingen.

In de afdeelingen werden talrijke opmerkingen gemaakt, die voor 't meereendeel door de Middenafdeeling werden overgenomen.

In de 1^o afdeeling was gevraagd, dat de Regeering den Raad der mijnen zou aanvullen, door het aanduiden van afgevaardigde werklieden, door de werklieden benoemd; — dat het onderzoek naar het meten van weefsels bespoedigd worde; — dat de hervorming der werkrechtersraden geschiede; — dat het ouderdomspensioen door de Regeering betaald worde voor het afgelopen halfjaar, zoo de genier na verloop van dat halfjaar overlijdt; — dat de weldadigheidsbureelen aanzocht worden geen onderstand te weigeren aan behoeftigen, die het pensioen van 65 frank trekken; — dat de arbeidswetten tot wetboek worden verzameld.

De Begrooting werd eenparig door de 15 aanwezige leden goedgekeurd.

In de 2^o afdeeling werd gevraagd het getal opzieners-geneesheeren te vermeerderen; — het toezicht over den arbeid te versterken door het benoemen van eenen nieuwen afgevaardigde voor het gebied Brussel; — dat de Regeering inschikkelijker zou zijn voor het verleen van toelagen aan de beroepsleergangen voor volwassenen; — dat de beschermingscomiteiten voor de werkmanswoningen voldoende macht zouden erlangen, om de door hen onontbeerlijk geachte gezondheidswerken te doen verrichten; — dat er een onderzoek worde ingesteld naar den toestand der mindere burgerij; — dat de Regeering de studiën voortzette, om het zwavelen van stekjes minder schadelijk te maken; — dat de Regeering eenen naamstaat levere van de gepensioneerde ambtenaren en officieren, die boven hun pensioen eene jaarwedde, vergoeding of vergelding trekken ten laste der Begrooting van Nijverheid en Arbeid.

De Begrooting wordt goedgekeurd met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

De 3^e Afdeeling vraagt welke regelen worden gevolgd voor de verhooging en bevordering der ambtenaren van het departement, — het stichten van eene bestendige commissie voor de erkende beroepsverenigingen, — het bespoedigen, door de Regeering, van de studiën over het aanplakken, in de fabrieken, van de tarieven van loon op 't stuk, — het stichten van eenen hooger raad der beschermingscomiteiten, of de bestendige commissie voor de maatschappijen tot onderlingen bijstand te gelasten de werking der beschermingscomiteiten aan te wakkeren en te verbeteren, — de verlaging van rechten, in zake van werkmanswoningen, ook uit te strekken tot den aankoop van onverdeelde aandelen, — in zake van ouderdomspensioenen, uitstel te verleenen, wanneer de stukken uit zorgeloosheid of nalatigheid zoek geraken, — de toelagen aan maatschappijen tot onderlinge pensioenbedeeling regelmatig en spoediger te betalen.

De Begrooting wordt goedgekeurd met 11 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen.

De 4^e Afdeeling vraagt dat de Regeering haar verslag afkondige over de uitvoering van de wet op de beroepsverenigingen, — dat de Regeering door de wet verschillende hervormingen bewerkstellige : regeling van nachtwerk voor vrouwen, verzekering tegen voorbarige arbeidsonbekwaamheid, inrichting der raden van nijverheid en arbeid, — dat de brievenbestellers de ouderdomspensioenen ten huize betalen, — wat de toestand is van onze lagen van ijzererts, — hoe het staat met de landbouwkaart van België?

De Begrooting wordt goedgekeurd met 13 stemmen en 1 onthouding.

De 5^e Afdeeling vraagt dat de Regeering vollediger uitleggingen geve over de kosten der toepassing van de wet op de ouderdomspensioenen, — dat het korps der mijnen in Henegouw worde versterkt, — wanneer de aardkundige kaart voltooid zal wezen?

De Begrooting wordt goedgekeurd met 13 stemmen en 1 onthouding.

In het proces-verbaal der *6^e Afdeeling* komen geene opmerkingen voor. Daar werd de Begrooting goedgekeurd met 10 stemmen tegen 7.

II. — Onderzoek in de Middenafdeeling.

1. — TOESTAND DER NIJVERHEID EN DER ARBEIDSMARKT. — KOOPVAARDIJVLOOT. VERNIEUWING DER HANDELSVERDRAGEN.

Alvorens die verschillende vragen in overzicht te nemen, wilde de Middenafdeeling eenen oogslag werpen op gansch den toestand van nijverheid en arbeid in België, tijdens het dienstjaar 1901.

Uit de vergeleken statistieken blijkt, dat de nijverheidscrisis in 1901 in België minder werd gevoeld dan in 't meerendeel der Europeesche landen.

De achteruitgang, volgens de tabellen van onzen uitvoerhandel, is niet van aard om onrust te baren.

In 1901, bedroeg onze uitvoer 1 milliard 827 miljoen 289,000 frank. In 1900, bereikte hij 1,856 miljoen; in 1899, 1,859 miljoen.

Voor 1901, is onze invoer geraamd op 2 milliards 205 miljoen; in 1900, bedroeg hij 2 milliards 146 miljoen; in 1899, 2 milliards 171 miljoen.

Aleer een duidelijk oordeel over deze cijfers te kunnen vellen, dienden al de verschillende artikelen onderzocht. Dergelijke arbeid valt niet in ons bereik.

Toch hoeft als opmerkenswaardig feit voor de Regeering en de belanghebbenden aangehaald, de aanzienlijke afneming van onzen uitvoer naar Duitschland. In 1899, bereikte hij eene totale waarde van 421 miljoen; in 1900, daalde hij tot 359 miljoen, en klom eenigszins in 1901, doch zonder veel meer dan 359 miljoen te bedragen.

Daarentegen steeg de invoer uit Duitschland naar België, die in 1899 slechts 217 miljoen bedroeg, in 1900 tot 262 miljoen en bereikte in 1901 nog 254 miljoen.

Kortom, meer dan 15 % daling op den uitvoer, en meer dan 10 % rijzing op den invoer.

Tusschen België en de andere naburige landen, Nederland, Frankrijk en Engeland, veranderde de handelsbeweging niet zoo schielijk. Daaruit mag worden afgeleid, dat zoo onze handel met Duitschland wijziging ondervond ten nadeele van onze nijverheid, de oorzaak niet vooral aan de crisis te wijten is.

Sedert jaren wendt de Duitse nijverheid reuzenpogingen aan, om hare voortbrengselen in vreemde landen te plaatsen. Het instorten van sommige banken, waardoor zij onlangs leed, kan haren vooruitgang slechts voor korten tijd stuiten. Onze oosterburen leggen eene werkdadigheid aan den dag, die spijs voortbijgaande onaangenaamheden, hare belooning vinden moet.

Daar is het beroepsonderwijs weergaloos ontwikkeld. Nijveraars en handelaars zijn er volkomen ingewijd in hun vak en vinden onder den arbeidersstand medewerkers, met bijzondere zorg daarvoor opgeleid. Anderzijds breiden de betrekkingen tusschen Duitschland en alle landen, waarheen het zijne voortbrengselen wil uitvoeren, zich gestadig uit.

Willen wij niet lijden door eene mededinging, die den Britschen handel reeds gevoelig trof, zoo is er voor ons geen tijd te verliezen.

Onze arbeidsmarkt werd vooral geteisterd op 't gebied van metaalnijverheid en grooten werktuigbouw. Er was veel werkstaking in staalfabrieken, pletterijen, ijzerfabrieken en hoogovens. Ook in de katoenspinnerij en weverij was dit het geval.

In December 1901, achtte onze Arbeidsdienst den toestand bepaald ongunstig: « Eenerzijds, zegde hij, gaan vele onzer voornaamste nijverheidstakken traagzaam voort en geven hun personeel maar werk voor onvolledige dagen en weken; anderzijds overtreft schier overal de vraag om arbeid

merkelijk het aanbod en schijnen tamelijk veel personen volkomen arbeidsloos, te oordeelen naar vraag en aanbod in elf kantoren tot kosteloze plaatsing, die over hunne verrichtingen in December inlichtingen gaven : voor 176 aanbiedingen van werk (mannen), waren er 528 vragen, dus juist de verhouding van 300 %. Verleden jaar, op hetzelfde tijdstip, waren de vragen en aanbiedingen, in tien kantoren gekend, nagenoeg even talrijk (560 en 566). »

Ten gevolge van werkgebrek, is het loon in vele nijverheidstakken eenigszins gedaald. In de jongste bloeiende jaren, was het loon boven het maximum van 1875 gestegen. De crisis hield onvermijdelijk de toerneming tegen. En dergelijke achteruitgang is geducht voor een land, waar de werkmán zijn meerder loon maar al te vaak besteedt aan steeds toenemende behoeften.

Wel is waar, ontstond er in Januari en Februari 1902 eenige verbetering in den algemeenen toestand, ofschoon deze nog op verre na niet bevredigend mag heeten. In sommige fabrieken der metaalnijverheid en der weverij werd gemiddeld meer uren per week gewerkt; anderzijds is er eene eenigszins betere verhouding tusschen vraag en aanbod van werk, in de dertien kantoren voor kosteloze plaatsing, die inlichtingen gaven, dan in de laatste maanden van 1901.

Het werk is regelmatig gebleven in de *kolenmijnen*, behalve in de streek van Verviers. In de *ijzer- en staalfabricatie* ontstond er eene merklijke herneming; over 't algemeen, doet de groote *metaalbouw* nog niet ten volle mede in deze verbetering, doch er wordt steeds veel spoorwegmaterieel vervaardigd. In de *wapenmakerij* is de toestand bevredigend. Werd de kledingnijverheid erg beproefd, daarentegen geeft de bouwnijverheid in vele plaatsen blijk van eene meer dan gemiddelde bedrijvigheid. In de weefnijverheid ontstond weinig verandering, behalve dat de bedreiging met overvoortbrenging, die men voor de *katoenspinnerij* afgewend achtte, opnieuw ontstond en nieuwen gedeeltelijken arbeidstilstand verwekte.

De voornaamste punten, door dezen toestand op den voorgrond geplaatst, zijn dezelfde als die, waarop de Middenafdeeling voor de Begrootingen van 1900 en 1901 reeds heeft gewezen : Verbetering van onze voortbrenging, uitbreiding van onze vertierwegen. Met die vraagstukken staat in verband :

1^o De noodzakelijke uitbreiding van onze koopvaardijvloot. Voor den uitvoer van onze voortbrengselen, zijn wij schatplichtig aan onze mededingers en onze goederen kunnen, door vreemde schepen vervoerd, onder een vreemd merk worden verkocht en vervangen door gelijkaardige voortbrengselen uit andere landen. 't Is eene alledaagsche waarheid, dat de waar de vlag volgt. Onze overzeesche handel, niet door onze vlag gesteund, wordt daardoor verlamd. Bij weerstuit, lijdt onze nijverheid er door, zoo voor de grondstoffen die zij meesttijds moet gaan zoeken in Europeesche stapelhuizen, als voor den aftrek van hare voortbrengselen, waarvoor zij nieuwe uitwegen hoefde te vinden;

2^o De noodzakelijke uitbreiding van het vak- en beroepsonderwijs onder onze nijveraars, handelaars en werklieden.

Onderstaande vraag werd door de Middenafdeeling tot de Regeering gericht :

VRAAG.

Zal de Regeering, gevolg gevende aan het ontwerp, dat zij, volgens een antwoord aan de Middenafdeeling, in 1900 deed bestudeeren, eene commissie instellen uit ambtenaren van de verschillende Departementen, uit nijveraars en handelaars, ten einde de verschillende diensten der koopvaardijvloot een te maken en deze vloot uit te breiden?

ANTWOORD.

Het eenmaken van de verschillende diensten van 't zeewezen is van meer hoofdzakelijk belang voor andere Departementen dan voor het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

De Regeering denkt gestadig aan de uitbreiding onzer koopvaardijvloot.

De wet van 29 December 1899, uitvoerbaar gemaakt bij ministeriëel besluit van 25 Mei 1900, verleent vrijstelling van rechten voor materialen tot het bouwen, uitrusten, optuigen en bemeeubelen van schepen.

Waarschijnlijk wordt tegen het einde van dit jaar een ontwerp van wet ingediend op de hypotheek voor zee- en binnenvaartschepen. Het onderzoek van dit vraagstuk is nagenoeg afgelopen.

Mijn Departement zal trachten dat de leergangen van scheepsbouw, die op het programma der nijverheidsscholen te Antwerpen en Oostende staan, goed bezocht en uitgebreid worden.

Dit is een eenigszins ontwijkend antwoord. Is daaruit af te leiden dat de Regeering geene bijzondere commissie wil benoemen, voor het eenmaken der diensten van de koopvaardijvloot en dezer ontwikkeling?

Zoo ja, dan dient de Kamer ingelicht over de redenen tot dat verzet en antwoord gegeven op de beweegredenen, die de belanghebbende groepen sedert jaren aanvoeren en die op al de banken der Kamer vertolkers vonden.

Zoodra het vraagstuk der koopvaardijvloot wordt opgeworpen, hetzij naar aanleiding der Begrooting van Buitenlandsche Zaken, van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, van Financiën of van Nijverheid en Arbeid, ontzegt ieder departement zich alle eigene bevoegdheid en verzendt al wie het daarover ondervraagt, naar andere departementen, die zich insgelijks achteruittrekken en duidelijk bepalen van welken aard hunne bevoegdheid is.

Juist om een einde te stellen aan dit geschil over onbevoegdheid, heeft er gedacht aan het eenmaken der diensten van het Zeewezen.

Aan de Middenafdeeling, die de Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor 1901 onderzocht, antwoordde de Regeering, dat de bezwaren die kunnen ontstaan uit deze verdeling van bevoegdheid onder de talrijke besturen, verholpen waren door het aanstellen van een bestendig comiteit tot raadple-

ging, bestaande uit vertegenwoordigers der Departementen van Financiën, van Buitenlandsche zaken en van 't beheer van Zeewezen, Posterijen en Spoorwegen.

Kan er niet meer en beters worden gedaan, om, door het inrichten van eene Belgische koopvaardijvloot, die werkelijk dezen naam verdient, den vooruitgang te bevorderen van onzen uitvoer buiten Europa, welke thans zeer gering is en waarin onze nijverheid vergoeding moet vinden voor de steeds toenemende moeilijkheid om naar naburige landen uit te voeren?

Behalve dit onrechtstreeksch voordeel, zou deze koopvaardijvloot ook aan ons land het bijzonder voordeel verschaffen van eene zeer winstgevende nijverheid, die wij aan naburige landen laten.

Kan het door de Regeering ingesteld raadgevend comiteit niet op nuttige wijze aangevuld met hoogst bevoegde personen, en niet de verschillende vraagstukken betreffende de uitbreiding van onze koopvaardijvloot bestudeeren?

Ook verlangde de Middenafdeeling te weten welke schikkingen het Departement had genomen voor de aanstaande vernieuwing onzer handelsverdragen. Vele onzer nijverheidstakken zijn daar met reden om bezorgd.

VRAAG.

Is de Dienst van toezicht over de Nijverheid niet belast met de voorbereidende studiën voor de vernieuwing der handelswetgeving : opmaken van verdragen, toepassing van toltarieven?

Hoe is deze Toezichtsdienst samengesteld?

Beschikt hij over de noodige lokalen voor een degelijk onderzoek? Sedert wanneer zijn de studiën over de vernieuwing der handelsverdragen met Duitschland aangevangen?

ANTWOORD.

De Dienst van toezicht over de Nijverheid houdt zich ijverig bezig met de voorbereidende studiën voor de vernieuwing der handelsverdragen, inzonderheid die met Duitschland. Deze studiën werden aangevangen zoodra het Departement in 't bezit was gesteld van de officiële oorkonden over het ontworpen Duitsch tarief.

Gemelde Dienst telt een voldoende personeel voor de gewone vereischen; het bevat eenen inspecteur, eenen toegevoegden inspecteur, eenen opsteller en eenen klerk.

Voor eenen tijd van twee jaar, werd dezen dienst eenen ingenieur der mijnen toegevoegd, tot het bestudeeren van de handelsverdragen.

De Dienst van toezicht over de Nijverheid is gevestigd in het Park van het halve-eeuwfeest (Volkspaleis), waar hij beschikt over voorloopige, doch toereikende lokalen.

De Middenafdeeling van 1901 deed eenige bezwaren gelden tegen de instelling van den Dienst van toezicht over de Nijverheid, alsmede van het Nijverheidsmuseum in het Park van het halve-eeuwfeest. Zij wijst op deze bezwaren, welke nog in dezelfde mate bestaan.

2. — TECHNISCH ONDERWIJS.

Uwe Middenafdeeling verlangde nauwkeurig te worden ingelicht over den toestand van ons technisch onderwijs in elken graad.

Uit de door de Regeering geleverde cijfers blijkt, dat er den 11^e December 1901, 544 gestichten voor technisch onderwijs waren, die regeerings-toelagen genoten, tegen 533 op 31 December 1901 ⁽¹⁾.

In de provinciën Brabant, Oost-Vlaanderen, Henegouw en Luik, werden eenige nieuwe nijverheidsscholen gesticht.

Deze 544 gestichten zijn, per soort en provincie, aldus verdeeld :

Toestand der gestichten voor technisch onderwijs met regeeringstoelage, op 31 December 1901.

	Antwerpen.	Brabant.	Oost-Vlaanderen	West-Vlaanderen.	Henegouw.	Luik.	Limburg.	Luxemburg.	Namen.	TE ZAMEN.
I. — Meisjesscholen.										
Huishoudscholen en -klassen . . .	28	43	25	31	67	42	15	10	16	277
Leerwerkhuisen	"	"	"	1	"	"	2	1	"	4
Beroepsleergangen	"	3	"	"	"	"	"	"	"	3
Beroepsscholen	4	26	"	4	8	3	1	"	"	46
II. — Jongensscholen.										
Leerwerkhuisen, weverij.	"	"	26	10	"	"	"	"	"	36
Id. steen.	"	"	"	"	15	8	"	"	1	22
Beroepsleergangen	1	2	2	6	"	3	"	"	1	15
Beroepsscholen	2	12	5	6	2	6	1	"	1	35
Sint-Lukas- school	"	2	"	1	1	1	"	"	"	5
Nijverheidsscholen	3	12	5	5	35	4	1	2	3	70
Hoogere bijzondere scholen . . .	2	2	"	2	4	2	"	1	"	13
Handels- en wetenschapsleergangen	2	5	2	2	1	4	"	"	2	18
TE ZAMEN	42	107	65	68	129	73	20	14	26	544

Van hoeveel streven deze cijfers ook mogen getuigen, toch ware 't te wen-

(1) Voor den toestand van het technisch onderwijs op 31 December 1900, zie verslag der Middenafdeeling voor de Begrooting van Nijverheid en Arbeid in 1900. (*Doc. parl.*, 1899-1900, n^o 99 blz., 19.)

schen, dat de behoefte aan technisch onderwijs beter werd begrepen en er nog veel meer gestichten ontstonden.

Laat ons niet vergeten, dat de overgrootste meerderheid der arbeiderskinderen nog verstoken blijven van alle nijverheids- of vakonderwijs.

Op 't gebied van den handel, die zich immermeer moet ontmaken van den ouden slenter, zagen wij in de laatste jaren de uitbreiding of het tot stand komen van onderwijsgestichten tot hoogere opleiding van jongelingen, die zich op den handel toelaggen. Onder den druk der behoeften, ontstaan, naast deze inrichtingen, avondleergangen voor jonge lieden of voor volwassenen, en zij strekken hoofdzakelijk om handelsleerlingen, klerken, beambten, handelsreizigers in te wijden in handels-aardrijkskunde, boekhouden, vreemde talen, snelschrijven, 't gebruik der schrijfmachine, enz.

Dergelijke voor den tijd zoo geschikte ondernemingsgeest is niet genoeg te prijzen en aan te moedigen.

Eerstbedoelde inrichtingen beantwoorden vooral aan de behoeften van den grooten en den uitlandschen handel.

De tweede zijn vooral van nut voor den kleinhandel, die het gedaan kan krijgen met meer gewone bedrevenheid, maar die, heeft hij niet af te rekenen met al de verwikkelingen van internationale mededinging, toch in strijd komt met eenen tegenstrever, wiens pogen en bijval de ernstigste aandacht verdient, met name de samenwerkende genootschappen.

« Aangedreven door het vernuft, waarmede goedkoop steeds zijne helling vindt, schreef terecht de heer Gabriël Hanotaux, gewezen minister van Buitenlandsche Zaken in Frankrijk, in zijne heerlijke artikelen over de *Keus van een beroep*, zullen de winsten van den handel verminderen, zoo hij niet insgelijks tracht nieuwe, steeds volmaaktere stelsels te bedenken, om de door hem geveerde billijke winst te verwerven. 't Is op zich zelf, op zijnen ondernemingsgeest, zijne bedrevenheid, dat de groote en kleine handel moet rekenen, wil hij in stand blijven en vooruit gaan. Zijne winst zal voortspruiten uit de zekerheid en gemakkelijheid van zijne bewegingen en verrichtingen. Overal bestaat de regel dat het doode gewicht verminderd moet worden. Dat zullen wij vaak elders waarnemen. Doch vooral hier wijs ik er op, omdat, de handel niets anders dan eene eeuwigdurende beweging zijnde, hij natuurlijk aan de wetten der werktuigkunde onderworpen moet wezen. »

Onder de hoofdzakelijke studiën, waarop de toekomstige koopman zich moet toelaggen (hetzij voor groot- of zelfs voor kleinhandel), behoort, naast de grondige kennis der prijzen en koersen, waardoor hij vanzelfs de waarschijnlijke bewegingen der markten zal kennen, ook het kennen van vreemde talen, steeds nuttiger geworden door de verbazende uitbreiding der reizen over gansch de wereld.

De kleine koopman zal daar groot voordeel bij vinden, niet enkel omdat hij zich zoodoende kan doen verstaan door de reizigers, maar ook bij briefwisseling, klanten in den vreemde vinden. Het verzenden van kleine pakketten per post bewijst reeds nu den kleinen handel zeer groote diensten, omdat hij aldus voor weinig omvangrijke voortbrengselen (klee-

dingvoorwerpen, kleine metaalwaren, eetwaren, fruit, boter en kaas, enz) onverwachte uitwegen in den vreemde kan vinden.

Dus moet het handelsonderwijs zooveel mogelijk begrijpen de studie der vreemde talen, die uiterst vergemakkelijkt is door de nieuwe leerstelsels : in plaats van talen te onderwijzen door lezing, door het oog, doet men het door gesprekken, door het oor.

Vele gestichten voor vakonderwijs ruilen hunne leerlingen met inrichtingen van denzelfden aard in vreemde landen. En wat nog beter is, andere verleenen beurzen, die de leerlingen veroorloven hunne studiën aan te vullen door een verblijf in den vreemde, waarlegen gelukkiglijk de Belgische ouders veel minder opzien dan vroeger.

Kunnen de openbare machten niet, door eene bijzondere tegemoetkoming, gemakkelijker dergelijke reisbeurzen toekennen?

Men weet dat de Staat zich over 't algemeen niet wil belasten met het stichten en inrichten van scholen voor vakonderwijs.

Dergelijke taak zou voor hem uiterst moeilijk en schadelijk zijn, ten gevolge van de uiteenlopende plaatselijke toestanden en behoeften. Hij wekt — en dat is reeds eene gewichtige taak — bijzonderen ondernemingsgeest op, geeft dezen eene richting en aanmoediging. Personen en plaatselijke besturen, nijveraars en de verschillende beroepsgroepen hoeven zich meer en meer te overtuigen dat er een nauw verband bestaat tusschen onze nijverheid en den vooruitgang van dat onderwijs, en moeten nieuwe inrichtingen tot stand brengen.

Toch werd de vraag geopperd, of de Staat niet op doelmatiger wijze kan tusschenbeide komen, zonder persoonlijken ondernemingsgeest te smoren.

Zich hier in welke omstandigheden de Staat thans toelagen verleent :

« Voor scholen, waar het onderwijs louter theoretisch is, als daar zijn nijverheidsscholen, scholen voor beroepskundige teekenkunst, handelscholen, bedraagt de toelage een derde van al de kosten, na aftrek van den huurprijs der gebouwen en van het schoolgeld ;

» Voor scholen waar theoretisch en tevens practisch onderwijs wordt gegeven, — beroeps- en huishoudscholen, — bereikt de toelage twee vijfden van al de kosten, insgelijks na aftrek van huur en schoolgeld.

» Daarenboven betaalt de Regeering de helft der kosten voor aankoop en inrichting van het gereedschap der vakscholen, op vertoon van de betaalde rekeningen, in dubbel afschrift. »

Vermag de Staat niets meer?

't Gemis van behoorlijke lokalen verhindert in vele plaatsen het oprichten van vakscholen.

Vele leergangen worden gegeven in de gebouwen van middelbare scholen of van gemeentescholen. Dus blijft het vakonderwijs ondergeschikt aan al de eischen van het gewoon onderwijs.

Er is beweerd, dat zoo de Staat zelf bijzondere lokalen deed bouwen voor de gemeenten die technische leergangen willen inrichten, er aan die lokalen

eene andere, door den Staat niet voorziene bestemming kan gegeven worden. De Middenafdeeling wees op deze tegenwerping, en duidde eene wijze van tegemoetkoming aan, welke het bezwaar verminderen zou.

VRAAG.

Kan de Staat geene scholen doen bouwen voor het vakonderwijs? Kan hij niet ten minste jaarsommen uitkeeren aan gemeenten die lokalen voor dat onderwijs bouwden, mits intrekking van deze jaarsommen, zoo de lokalen eene andere bestemming krijgen?

ANTWOORD.

Tijdens de bespreking mijner Begrooting voor het dienstjaar 1901, handelden verschillende redenaars over het bijdragen van den Staat in het bouwen en onderhouden der lokalen voor nijverheids- en beroepsscholen. Ik beloofde de zaak te bestudeeren. Doch die studie is niet genoeg gevorderd, zoodat ik nog geene uitspraak kan doen.

Dus moeten wij wachten naar de uitslagen van het onderzoek, door de Regering ingesteld.

Ook werd geklaagd over al te verre gedreven eischen op pedagogisch gebied, voor het verleen van toelagen aan beroepsleergangen, inzonderheid voor volwassenen.

VRAAG.

Welke bedingen stelt de Staat om toelagen te verleen voor beroepsleergangen?

ANTWOORD.

Om toelagen van den Staat te erlangen, moeten de reglementen tot inrichting en van inwendige orde, de programma's, de lessen, de lijst der leerlingen, de jaarlijksche begrooting met bewijsstukken over de uitgaven der beroepsleergangen door de Regering goedgekeurd zijn. De beroepsleergangen staan onder het toezicht van den Staat.

Vele leden achten de voorwaarden van het programma te streng, en dat de geldelijke bijdrage van den Staat niet geweigerd mag worden, van 't oogenblik dat het inrichten eens leergangs een *voordeel voor 't beroep* oplevert, zooals verbetering in het uitoefenen van een ambacht.

In dergelijke zaken bestaat al te weinig ondernemingsgeest, en deze is al te kostbaar, opdat niet alle uitingen van het beroepsonderwijs zouden aangemoedigd worden, zelfs al beantwoorden zij niet aan het denkbeeld van een ideaal beroepsonderwijs.

3. — BEROEPSVEREENIGINGEN. — ONVRIJWILLIGE WERKSTILSTAND.

Tot heden vroegen weinig beroepsverenigingen de verpersoonlijking, die zij krachtens de wet van 31 Maart 1898 kunnen verwerven.

Uit navolgende tabel kan men de uitslagen van deze wet nagaan, sedert zij van kracht werd, dat is sedert den aanvang der tweede helft van 1898 :

Erkende beroepsverenigingen op 31 December 1901.

Provincië.	Gefal gemeenten waar verenigingen zijn gevestigd.	SOORTEN VAN VEREENIGINGEN.														BONDEN van VEREENIGINGEN.		TOTAAL der verenigingen en bonden.	Gefal vereenigden erkend in			
		Nijverheidsarbeiders.	Werklieden en patroons.	Ambachtslieden.	Beambten.	Personeel dat een vrij beroep uitoefent.	Handelaars.	LANDBOUWERS.								Landbouwers.	Personen die een vrij beroep uitoefenen.		1898.	1899.	1900.	1901.
								Eigenlijke landbouw- verenigingen.	Melkerijen.	Veeveelt.	Teelt van gevogelte.	Rijenteelt.	Wijnbouw.	Tuinbouw.	Tuinbouw en bijenteelt.							
Antwerpen	5	3	1	2	2	1	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	»	6	5	5
Brabant	26	1	»	4	2	11	»	20	»	6	»	1	1	1	»	»	1	48	2	24	12	10
Henegouw	30	2	»	»	»	1	»	24	1	11	1	»	»	»	»	»	»	40	1	22	6	11
Limburg	15	»	»	»	»	»	»	15	»	1	»	»	»	»	»	»	»	14	»	5	5	4
Luik	18	»	»	»	»	2	»	18	»	»	»	»	»	»	»	1	»	21	»	3	1	18
Luxemburg	76	»	»	»	»	»	»	99	»	4	»	5	»	»	»	1	»	109	2	29	22	56
Namen	11	»	»	»	»	»	»	3	»	6	1	1	»	»	»	1	»	12	»	3	6	5
Oost-Vlaanderen	22	12	»	2	»	1	1	19	»	»	1	»	»	1	»	»	»	37	1	9	18	9
West-Vlaanderen	52	1	»	»	»	»	»	47	»	7	»	»	»	3	1	»	»	59	»	7	23	29
TOTAAL	259	19	1	6	4	16	1	246	1	33	3	7	1	5	1	5	1	552	6	108*	96	145

* Eene der in 1899 erkende vereenigiagen, gevestigd in de provincie Luik, werd in 1901 ontbonden.

* Eene der in 1899 erkende vereenigingen, gevestigd in de provincie Luik, werd in 1901 onthouden.

Vergelijkt men dit cijfer van 552 erkende vereenigingen met dat der in 't rijk bestaande syndicaten of beroepsvereenigingen ⁽¹⁾, dan dient bekend dat tot hiertoe zeer weinige van die vereenigingen zochten voordeel te trekken uit de wet van 1898. Vooral de nijverheidsarbeiders onthielden zich nagenoeg volkomen, en dit is des te meer te betreuren, daar deze klasse van werkers het meest lijdt door de afzondering, waartoe de hedendaagsche inrichting van den arbeid haar veroordeelt, ofschoon zij 't meest macht zou verwerven door de burgerlijke verpersoonlijking, voor 't bestudeeren en verdedigen der belangen van haar vak.

Sommigen zien, wel is waar, in deze geringe uitslagen slechts een betrekkelijk en gansch tijdelijk mislukken, ten gevolge van eenen weerzin, die de ondervinding eerlang zal wegnemen.

Zij herinneren — en 't is een aanmoedigend voorbeeld — wat geschiedde met de maatschappijen tot onderlingen bijstand.

In 1887, zes en dertig jaar na afkondiging der wet van 3 April 1851, die ze wettig erkende, hadden slechts 220 maatschappijen het voordeel van die wet ingeroepen; in 1894, bedroeg het getal nog slechts 646, ondanks de maatregelen, door de Regeering achtereenvolgens genomen om de propaganda-beweging aan te moedigen ⁽²⁾.

Die toestand werd door de wet van 25 Juni 1894 volkomen gewijzigd. Deze wet moest de belanghebbenden bevredigen, vermits zij de voornaamste grieven wegnam, die tegen de wet van 1851 waren ingebracht. De voornaamste grief was de willekeur van 't bestuur, in zake van wettelijke erkenning.

Met reden werd ook geklaagd, dat er geene voldoende voordeelen werden verleend aan de erkende maatschappijen.

Eindelijk werd bezwaar geopperd tegen de regelen voor het ontbinden en de verrekening der maatschappijen tot onderlingen bijstand; daarin zag men eene bedekte verbeurdverklaring, zoozeer in strijd met de billijkheid als met het goedbegrepen belang der leden.

De wet van 1894 nam al deze grieven weg, en te rekenen van hare afkondiging, zag men eene heerlijke uitbreiding, nog gevoeliger gemaakt door de wet van 10 Mei 1900 op de ouderdomspensioenen: Op 1 Januari steeg het getal erkende mutualiteiten (die voor veeverzekering niet inbegrepen) tot 2,958. Deze uitbreiding, door de wet van 1894 verwekt, viel juist samen met

⁽¹⁾ L. VARLEZ, *Quelques pages d'histoire syndicale belge*. Parijs, Arth. Rousseau, 1902. De heer L. Varlez schat het aantal in syndicaat vereenigde werklieden op 132,000, dus voor 704,229 werklieden, buiten hunne woning arbeidend en in 1896 opgeteld, eene verhouding van nagenoeg 19 %. (Onder die 132,000 syndicaatsleden, behooren 91,000 tot socialistische groepen, 15,000 tot katholieke, 16,000 tot onzijdige, 10,000 tot beroeps-mutualiteiten en verschillende groepen.)

⁽²⁾ a) Koninklijk besluit van 9 April 1862 tot inrichting der driejarige prijskampen.

b) Koninklijk besluit van 6 October 1868, waarbij een eereteken wordt ingesteld voor hen die zich onderscheiden bij het inrichten van maatschappijen tot onderlingen bijstand.

c) Koninklijk besluit van 22 Augustus 1887, tot inrichting van propaganda-comiteiten.

d) Wet van 9 Augustus 1889, tot inrichting der beschermingscomiteiten.

het ontstaan der beroepsverenigingen. Natuurlijk vergeleek de werkmán deze nieuwe instellingen van gansch bijzonderen aard met de maatschappijen tot onderlingen bijstand, die hij kende, en deze vergelijking moest noodzakelijk uitvallen ten voordeele van deze laatste, welke meer tastbare uitslagen hadden opgeleverd en van meer rechtstreeksch belang waren voor het stoffelijk bestaan.

Zal de werkmán, na jarenlange ervaring, niet erkennen en begrijpen welk merkelijk verschil er is tusschen beide soorten van vereenigingen? De eene zorgen voor de behoeften van het beroep, het belang van het ambacht, en de andere strekken slechts om de verschillende eischen des levens te bevredigen, alle denkbeeld aan het beroep ter zijde latende. Zal hij niet begrijpen, dat beroepsverenigingen en maatschappijen tot onderlingen bijstand, al volgen zij elk haren eigenen weg, bestemd zijn om elkander nieuwe kracht bij te zetten? Mogen deze vereenigingen zelve geene onderstandsgenootschappen worden, toch kunnen zij als 't ware de machtige stam zijn, waarop al de maatschappijen tot onderstand en samenwerking worden gegriffeld en waaruit zij een vruchtbaar sap zullen trekken.

Moet anderzijds eene steeds toenemende propaganda — waartoe verkleefde mannen niet genoeg kunnen aangezet worden — niet insgelijks de *kleinhandelaars* overtuigen van het hoofdzakelijk nut, dat de beroepsvereniging voor hen oplevert? Daarin zullen zij de beste oplossing vinden van de moeilijkheden, waartegen de kleinhandel worstelt, hij wiens bestaan zelf bedreigd schijnt te worden door de groote verkoophuizen en de menigvuldige samenwerkende verbruikings-maatschappijen.

In dien zin stelde de Middenafdeeling onderstaande vraag, waarop de Regeering een, volgens de afdeeling, eenigzins te rooskleurig antwoord gaf :

VRAAG.

Denkt de Regeering niet, dat er, gezien het betrekkelijk gering getal tot hiertoe erkende beroepsverenigingen, eene propaganda-commissie dient ingesteld, om het oprichten van nieuwe vereenigingen te bevorderen, zoo door haar optreden bij de nijverheidshoofden als bij de werklieden?

ANTWOORD.

De Regeering verwijst naar de redenen, verleden jaar door haar gegeven in antwoord op eene vraag der Middenafdeeling, rakende dezelfde zaak, en meent dat er niet moet gedacht worden aan het instellen van eene bijzondere commissie, zoolang het doelmatige niet is erkend van de propaganda der openbare machten en bijzondere vereenigingen, en van de aanmoedigingen, door de Regeering aan de beroepsverenigingen verstrekt, met het oog op wettelijke erkenning. Des te voorbariger ware het, dienaangaande uitspraak te doen, daar het getal erkende beroepsverenigingen ieder jaar en merkelijk toeneemt. Zoo keurde de Commissie tot bekrachtiging in 1900 de statuten goed van 96 beroepsverenigingen en in 1901, die van 143.

De Middenafdeeling stelde zich de vraag of, behalve de redenen die niet

tot het wezen der zaak behooren, zooals onwetendheid der belanghebbenden, voortdurende oude slenter, politieke ingenomenheid, waardoor in zekere mate de geringe uitslagen der wet van 1898 zijn te verklaren, er geene andere redenen, van innerlijken aard, bestaan, bij voorbeeld leemten en gebreken der wet, waaraan die onbevredigende uitslag insgelijks ware toe te schrijven.

De wet van 1851 op de maatschappijen tot onderlingen bijstand wierp eerst ten gevolge van hare omwerking in 1894 al hare vruchten af. Is niet eveneens van eene herziening der wet van 1898 op de beroepsvereenigingen eene waarlijk doelmatige uitbreiding van de burgerlijke verpersoonlijking te verwachten, ten voordeele der groepen van ambachten?

Ofschoon er in de Kamers werd gewezen op de bezwaren van dergelijke strengheid, eischt de wet dat de vereenigingen gevormd worden onder personen, die met een winstgevend doel een ambacht of beroep uitoefenen. Daaruit volgde, dat de wettelijke erkenning werd geweigerd aan eene vereeniging die strekte tot de heropbeuring der nijverheidskunst, aan eene vereeniging van bloemenliefhebbers, aan de afdeelingen van den Bond tegen de tering.

Naar luid van de wet, moeten de leden eener vereeniging hetzelfde ambacht of beroep uitoefenen, ofwel beroepen van denzelfden aard, die bijdragen tot het vervaardigen van dezelfde voortbrengselen. Door strenge toepassing van dit beginsel, wordt het voor bouwwerklieden onmogelijk gemaakt zich per gemeente in groep te vereenigen. Eene van deze vereenigingen schreef: « Onze maatschappij bestaat slechts uit drie metsers, vier timmerlieden, » twee schilders en zoo verder, voor de andere bouwwerk-ambachten; dus » kunnen wij onmogelijk zeven leden van hetzelfde vak vinden: in de » gemeente bestaan zij niet, tenzij de meubelmakers en timmerlieden, » die zich niet willen vereenigen zonder de andere ambachten. Want het » kapitaal, dat zij voor hun gereedschap moeten besteden, wordt voor » sommige personen te schadelijk. » Maatschappijen van dien aard konden geen rechtspersoon worden. Bewijst dit niet de bezwaren van eene beperking, die niet strookt met de belangen, welke de Wetgeving bedoelde te beschermen?

Verder zegt de wet, dat over wijziging der statuten en ontbinding der vereeniging slechts beslist mag worden door de aanwezige leden eener algemeene vergadering van ten minste de helft der stemgerechtigden.

Sommige vereenigingen, als daar zijn de Belgische syndicale kamer voor bijenteelt, de vereeniging van electrische ingenieurs en over 't algemeen niet plaatselijke vereenigingen, kunnen moeilijk de helft van hare leden bijeenbrengen. Men dient toe te laten bij brief of machtiging te stemmen, of eene tweede beraadslagende vergadering te houden, onverschillig het getal aanwezige leden. Doch dat verhindert de tekst van het tweede lid, 8^o van artikel 4 der wet uitdrukkelijk, schoon het in meestal de vereenigingen bestaat.

En toch mag, zooals de achtbare heer de Smet de Nacyer zegde, de beraadslaging niet practisch onmogelijk gemaakt worden door de bepalingen der statuten, en wij meenen hier te mogen bijvoegen: noch door de bepalingen

der wet. Aangezien vereenigingen niet bestendig moeten voortduren, moet ontbinding veroorloofd wezen, zoo zij niet langer reden van bestaan hebben.

Ook de statuten mogen niet onveranderlijk zijn. Er kunnen zich nieuwe omstandigheden voordoen, die wijziging van de grondregelen der vereeniging nuttig en noodzakelijk maken.

Volgens de wet van 1898, heeft het lid dat eene beroepsvereeniging verlaat, geen recht hoegenaamd op iets wat de vereeniging behoort, zelfs niet op terugkeering van het door hem betaalde; daarenboven bepaalt artikel 16 der wet, dat bij ontbinding, het zuiver bezit der vereeniging wordt toegekend aan eene instelling van denzelfden aard, zonder mogelijke terugbetaling aan de leden. Deze bedingen schrikken een aantal maatschappijen af.

We zijn overtuigd, dat de Regeering deze verschillende bezwaren aandachtig zal onderzoeken en het advies volgen van den Raad der mijnen, als Commissie tot bekrachtiging der beroepsvereenigingen aangesteld en met den loffelijksten ijver zorgende voor de uitvoering der wet van 31 Maart 1898. Evenzoo denken wij, dat, worden die bezwaren door de Regeering gegrond bevonden, zij aan de Kamer voorstellen zal overmaken, om het grondbeginsel van burgerlijke verpersoonlijking voor groepen van beroepen derwijze uit de strekken, dat zij het meest mogelijke voordeel voor 's lands arbeid oplevert.

Alvorens van dit punt af te stappen, acht de Middenafdeeling, dat het insgelijks van nut is de aandacht der Regeering te vestigen op eene zaak, waarover door verschillende gemeenteraden van de Brusselschen omtrek onlangs onderscheidene verzoekschriften naar de Kamers werden gezonden.

Het geldt de middelen om onvrijwillige werkschorsing te verhelpen.

Terwijl sommige schrijvers over maatschappelijke vraagstukken zich verklaren voor het inrichten van officiële gemeentelijke kassen (ten minste zooals te Gent, voor niet tot syndicaat vereenigden), willen anderen, overtuigd dat toezicht vanwege de leden zelven beter is, liever kassen tegen werkgebrek laten inrichten door bijzondere personen, mits daarvoor toelagen aan de openbare machten te vragen.

Dit komt ook beter overeen met de algemeene opvatting onzer sociale wetten in België.

Doch de toepassing van dit stelsel stuit in de practijk op eene moeilijkheid.

De wet van 31 Maart 1898 verbiedt de beroepsvereenigingen niet kassen tegen werkgebrek onder hare leden te stichten. Zelfs zijn dit de eenige voorzorg-instellingen, die zij de vereenigingen veroorlooft. Doch tevens bepaalt de wet, zooals wij hierboven herinnerden, dat eene vereeniging enkel leden van hetzelfde ambacht of beroep mag tellen, die dus blootstaan aan hetzelfde gevaar van werkgebrek.

Zulke *bijzondere* kassen zijn, uit hoofde van hetzelfde gevaar, onbetwistbaar onzeker.

Werd bij voorbeeld eene kas tegen werkgebrek gesticht onder metaalbewerkers in eene zelfde plaats, een enkel slecht jaar zou ze uitputten.

Ware 't niet beter den regel te volgen van alle ernstige verzekeringsmaatschappijen, 't is te zeggen het onderscheiden risico samen te vatten in

ééne of meerdere algemeene inrichtingen, die hare kracht en levensvatbaarheid juist in het uiteenloopende van het risico vinden zouden?

Dat wordt door de gemeenten van den Brusselschen omtrek voorgesteld. Zij laten het beginsel der beroepsinrichting onverlet, doch uiten den wensch, dat er onder werklieden van verschillend ambacht, doch in eene zelfde plaats, góóte onderlinge onderstandsmaatschappijen, in geval van werkgebrek, gesticht worden.

Doch dadelijk ontstaat een nieuw bezwaar.

De wet van 23 Juni 1894 op de maatschappijen tot onderlingen bijstand weigert, door den beperkenden tekst van haar artikel 1, wettelijke erkenning (vereischt voor openbare toelagen) aan onderlinge genootschappen tegen werkgebrek.

Om den wensch dier gemeentebesturen te bevredigen, dient dus het verbod uit de wet van 1894 te verdwijnen.

De Middenafdeeling doet geene uitspraak tusschen deze oplossing en diegene, waarbij artikel 1 der wet van 1898 betreffende de beroepsverenigingen, uitgestrekt zou worden; doch zij hoopt, dat eerlang de Regeering, gezien het belang dat de zaak oplevert, de voorwaarden tot verzekering tegen werkgebrek zal vergemakkelijken.

Ook stelde zij zich de vraag, of dit vraagstuk niet gemakkelijker kan opgelost worden door een officiëel onderzoek naar den aard, de voorwaarden, de oorzaken van werkschorsing en de middelen daartegen.

In dien zin stelde zij de Regeering eene vraag, en kreeg het volgende antwoord, waaruit blijkt, dat het Departement van Arbeid van nu af de noodige inlichtingen bezit om de zaak de eene of de andere oplossing te geven :

« Sedert vijf jaar, worden in de *Revue du travail*, onder de rubriek « Arbeidsmarkt », volledige inlichtingen gegeven over de uitgestrektheid en de oorzaken van werkgebrek, welke inlichtingen genomen worden bij nijver-
raars en arbeiders-syndicaten, en wel voor het meerendeel van de nijverheidstakken des lands en de onderscheidene beroepen.

» Anderzijds bevat de afkondiging der *Nijverheidsopneming* een aantal duidelijke inlichtingen over gansch het land en al de nijverheidstakken, over het getal niet arbeidende gestichten, dit der maanden per jaar dat er gewerkt wordt, het getal arbeiders van beider kunne, die tijdens de opneming niet werken.

» Het *algemeen verslag* over de uitslagen der opneming handelt insgelijks over werkschorsing en geeft de tabel der ondernemingen, die den 51ⁿ October 1896 stillagen, benevens het getal harer arbeiders wanneer zij in werking zijn.

» Welnu, ten tijde der opneming, kon de bestaande werkschorsing als eene gewone worden beschouwd. Anderzijds is het bewezen, dat de nijverheidsondernemingen meer bestendigheid opleveren, dan doorgaans wordt gedacht.

» Dus bevatten de bestaande oorkonden zeer volledige inlichtingen, welke niet kunnen ingezameld worden door een onderzoek dat tot eenige nijverheids-centrums is beperkt.

» Uit het bestudeeren der opneming blijkt, dat werkschorsing vooral gevoelig is voor beroepen die hun seizoen hebben. Zij is te wijten aan verandering van 't jaargetijde, — voor de kleermakerij, — of aan slecht weder, — voor steen- en tichelbakkerijen, steengroeven en bouwnijverheid.

» In zulke voorwaarden, schijnt het niet nuttig de werkschorsing bijzonderlijk te onderzoeken. De inlichtingen, die de *Revue du travail* afkondigt, en de talrijke inlichtingen, door de opneming der nijverheid geleverd, volstaan om het programma te bestudeeren, onder het tweeledig opzicht der uitgestrektheid en der oorzaken van werkschorsing. Het onderzoek van deze opgaven zal veroorloven de hulpmiddelen te vinden, die onvrijwillige werkschorsing kunnen verminderen. »

4. — BESCHERMINGSCOMITEITEN. — TOEZICHT OVER DE WERKMANSWONINGEN EN -WONINGEN.

De bevoegdheid der beschermingscomiteiten voor de werkmanswoningen en der verzorgsinrichtingen werd uitgebreid door de wet van 10 Mei 1900, die hun nieuwe plichten oplegde. De Regeering heeft ze dan ook heringericht.

De vraag werd geopperd, of er geen Hoogere Raad diende ingesteld, ten einde het werk dier inrichtingen nog meer vruchten te doen afwerpen, zooals gedaan werd voor de maatschappijen tot onderlingen bijstand. Bedoelde raad zou de toepassing der wet op de werkmanswoningen moeten uitbreiden, welke wet in zekere streken des lands nog niet al de daarvan te verwachten weldaden bewees.

Die raad zou insgelijks de Regeering kunnen inlichten over de bijzonderste verbeteringen, waarvoor bedoelde wet vatbaar is.

VRAAG.

Dient er geen Hoogere raad voor de beschermingscomiteiten ingericht, of dient aan de Bestendige Commissie der maatschappijen tot onderlingen bijstand de zorg niet opgedragen, het werk der beschermingscomiteiten aan te prikkelen en te verbeteren?

ANTWOORD.

Dat punt kan bestudeerd worden, wanneer er dient overgegaan tot eene herziening der desbetreffende wetten.

De Middenafdeeling meent integendeel dat het verwezenlijken van dit denkbeeld eene nuttige voorbereiding zou zijn voor de herziening der wet van 9 Augustus 1889.

Een ander, nog gewichtiger vraagstuk, het toezicht over de werkmanswoningen, lokte eene gedachtenwisseling uit in de Middenafdeeling.

In zitting van 28 November 1901, nam de Hoogere Raad voor de openbare gezondheid in zijn verslag deze beschouwingen op, die getuigen van onbetwistbare ondervinding en bevoegdheid :

« Sommige beschermingscomiteiten, zegde het verslag, hebben, na lang aandringen en volharden, waterleidingen bekomen, alsmede het sloopen van

stegen en ongezonde straten, de afleiding van de vuile waters, die gewoonlijk geenen afloop hebben; andere gelukten er in zwemdokken en gezonde huizen te doen maken, en daarenboven, dank aan toelagen van gemeenten, weldadigheidsbureelen of aan inschrijvingslijsten, de zoo hoogst nuttige inrichting tot stand te brengen van prijzen voor orde en netheid; nog andere hebben, ten gevolge van nauwkeurig en aanhoudend onderzoeken, hemeltergende feiten aan 't licht gebracht, die iedereen des te beter doen begrijpen dat ongezonde en overbevolkte woningen een brandpunt zijn van onreinheid, orde- en zedeloosheid, en een wezenlijk gevaar voor de openbare gezondheid.

» Maar al te dikwijls stuitten edelmoedige en lofwaardige pogingen op onwil van eigenaars en gemeentebesturen, die verhinderden dat de wet, welke louter een menschlievend doel beoogt, ten volle werd bekrachtigd.

» De beschermingscomiteiten zijn nochtans ingericht om de grootste diensten te bewijzen in het gewichtig vraagstuk der werkmanswoningen. Zij tellen mannen met onbeperkte toewijding, die niets beters vragen dan in hunne taak te volharden; doch om hunnen ijver op te beuren, moeten die comiteiten — wat hun thans volkomen outbreekt — het noodig gezag bezitten om alle weerspanningheid te overmeesteren en hunne buiten allen coterie-geest genomen beslissingen uit te voeren.

» De burgemeesters hebben wel de volstrekte macht ongezonde woningen te doen sluiten en te doen ontruimen; doch dat recht kan niet vrij genoeg uitgeoefend worden, vooral in kleine steden, waar de overheid meesttijds moet afrekenen met allerhande en gedurige aanzoeken. »

Onlangs verschenen schriften wierpen een droevig licht over den toestand der werkmanswoningen in zekere gedeelten van het land, namelijk in de kolenstreken van Henegouw.

« Het ware hoogst nuttig, zegt een ooggetuige, een omstandig onderzoek in te stellen, om nauwkeurig te weten hoeveel mijnwerkersgezinnen niet meer dan ééne enkele slaapkamer hebben. In de streek Charleroi schat men ze op ten minste 20 %.

» Huizen met twee slaapkamers, waar meisjes en jongens in eene zelfde kamer, meesttijds laag en klein, zijn opgehoopt (terwijl de ouders, hetzij alleen, hetzij met de jongste kinderen, de grootste kamer betrekken) zijn nog veel talrijker.

» Dergelijke toestand is des te meer te betreuren, daar de stoffelijke omstandigheden der kolenmijnwerkers veel meer hunner veroorloven zou een dier talrijke huizen te huren, door de kolenmijnen, de maatschappijen voor werkmanswoningen of door bijzondere personen gebouwd. Doch, het dient gezegd, er zijn nog te weinig van die huizen, en hun getal zal eerst dan toenemen, naarmate men de oude kotten zal afbreken ⁽¹⁾. »

(1) G.-C. RUTTEN, *Le mineur du bassin houiller du couchant de Mons*. Paris, SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE, 1901.

Een ander en nog bejammerenswaardiger misbruik is dit der logementen, zooals er vooral in 't land van Charleroi worden aangetroffen.

« De houders van die huizen, zegt dezelfde getuige, hebben het werkboekje hunner gasten in handen; zij gaan zelven om de veertien dagen het werkloon dier ongelukkigen trekken en houden het vaak heel en al voor hen.

» Eenmaal het werkloon getrokken, betaalt de huisbaas het eerste gelag, want allen of nagenoeg allen zijn herbergier; de « logeergasten » betalen het tweede gelag en al de volgende. Daar de bazin het getal gedronken glazen op een bord met krijt aanteekeut, schrijft zij heel dikwijls « *al fourchette* », of met dubbel krijt, zooals de logeergasten zeggen, 't is te zeggen dat zij in het krijt eene groef maakt om twee schreven in eens te trekken. De werklieden rekenen zelden na wat zij gedurende de week te eten of te drinken krijgen; zij hebben alles op krediet, zelfs hunne kleeren, zoodat de logementhouders na een paar weken alles afhouden wat ze willen. 't Is overigens door iedereen geweten, dat een logementhouder, zoodra hij vier of vijf gasten heeft, niet meer werkt. »

Dergelijke misbruiken hoeven overal een minimum van maatregelen op te dringen, zooals reeds door het gemeentebestuur van Charleroi worden genomen. Het eischt dat er in ieder logement zooveel bedden als logeergasten zijn, in iedere kamer zooveel vrije plaats als door de bedden wordt ingenomen, en dat geen enkel logeergast mag slapen in kamers door de familie betrokken.

Wellicht bestaan er andere en meer algemeene middelen, welke de Regearing zelve diende aan te wenden, om die hokken en kotten te doen verdwijnen en door werkmanswoningen te vervangen.

Een van die middelen, aangeprezen door de meest bevoegde mannen, is een degelijk bestendig toezicht over de werkmanswoningen.

Hoe die inrichting opgevat?

De heer Alb. Soenens, voorzitter van het beschermingscomiteit te Sint-Gillis, verdedigt in eene merkwaardige studie over dat vraagstuk, op theoretische en practische wijze de inrichting van dat toezicht. Dat toezicht zou eenen tweevoudigen werkkring hebben : 1° over de nieuwe gebouwen; 2° over de oude logementen.

Ten einde de verordeningen op de werkmanshuizen of -woningen te doen toepassen, « is het onontbeerlijk, zegt de heer Alb. Soenens, dat de toezieners met voldoende gezag bekleed zijn om doelmatig te kunnen handelen, namelijk door middel van waarnemingen, verwittiging en nuttige bevelen, en in geval van weerspannigheid, door ten laste der overtreders proces-verbaal op te maken, dat voor het gerecht volkomen geldig zou zijn. De vervolging van dergelijke overtredingen kan op hun aanzoek (zooals in zake van boschwezen, cijns- en toldienst, enz.), geschieden, of door het optreden van het gewoon gerecht (1).

(1) ALBERT SOENENS. *L'inspectorat des habitations ouvrières*. Brussel, Hayez, 1897, bladzijde 23.

Om alle ambtenaarswillekeur te vermijden, kan een beroep worden gedaan op ieders toewijding en alle bestaande inrichtingen, hetzij voor het werkelijk optreden, hetzij enkel om raadgevingen in te winnen, en nauwe betrekkingen te doen aanknoopen tusschen den toezichtsdienst voor de goedkoopste woningen en de besturen en inrichtingen die zich voornamelijk bezighouden met openbare gezondheid en werkmanswoningen, — of zelfs door des noods het ambt van opziener toe te vertrouwen aan een lid van het beschermingscomiteit, op voordracht van het comiteit, voor bepaalden tijd of bepaalde diensten, inzonderheid voor het uitvoeren van dringend bevonden maatregelen.

Die toezichtsdienst zou in elk geval — 't is eene voorwaarde van doelmaticheid, doch wij ontveinzen het ons niet, ook het ergste bezwaar tegen de inrichting — niet van de plaatselijke overheid mogen afhangen.

Door de Middenafdeeling ondervraagd, herinnert het Departement, dat de beschermingscomiteiten de overheid al de maatregelen mogen aanwijzen, welke zij gepast achten.

VRAAG.

De wet van 9 Augustus 1899 gelast de beschermingscomiteiten voor werkmanswoningen alles te bestudeeren wat de gezondheid betreft van huizen door de arbeidende klasse betrokken, alsmede de gezondheid der plaatsen waar die huizen gelegen zijn.

Die comiteiten bezitten echter in rechte noch in feite eenig gezag om de regelen der openbare gezondheid te doen naleven, wanneer deze worden overtreden.

Zou het, gezien de erge en talrijke misbruiken welke op dat gebied voortduren, niet noodig zijn, gevolg te geven aan eene herhaalde klacht vanwege de beschermingscomiteiten en nog onlangs vanwege den Hooger Raad voor openbare gezondheid, door eenen toezichtsdienst voor de werkmanswoningen in te richten, die niet afhangt van plaatselijke overheden en die gelast is de wetten en verordeningen op de openbare gezondheid te doen naleven, door middel van verwittigingen en desnoods processen-verbaal, die rechtsgeldig zouden zijn?

ANTWOORD.

Het Bestuur volgt met belangstelling de proefnemingen in vreemde landen, met behulp der plaatselijke overheden, voor het toezicht over de woningen.

Mijn Bestuur is echter onbevoegd in zake van openbare gezondheid.

Anderzijds, gelast de wet van 9 Augustus de beschermingscomiteiten of hunne daartoe aangestelde leden, de gemeentebesturen, de provinciale overheid of de Regeering, de maatregelen aan te wijzen welke zij gepast achten.

De Middenafdeeling kent, op dat gebied, de rechten der beschermingscomiteiten. Die rechten zijn echter vrij platonisch! En het Departement van Nijverheid zou, in gemeen overleg met dit van Landbouw, naar het middel kunnen uitzien om bedoelde comiteiten met meer doelmatige rechten te bekleeden.

5. — ARBEIDSTOEZICHT.

De Begrooting voor 1901 voorzag eene verhooging van krediet om het personeel van den toezichtsdienst te versterken.

De Middenafdeeling wilde weten op welke manier dit was geschied.

VRAAG.

Welke wijzigingen werden toegebracht aan den dienst en het personeel van het toezicht over den arbeid, sedert het antwoord der Regeering aan de Middenafdeeling voor het onderzoek van de Begrooting voor 1901?

ANTWOORD.

Sedert het antwoord der Regeering aan de Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting voor 1901, telt het personeel van het arbeidstoezicht vier beambten meer, te weten: 1 afgevaardigde bij 't Hoofdbestuur, 1 toegevoegd opziener en 2 aangestelden voor den dienst in de provinciën.

Ten gevolge van die nieuwe benoemingen werd de indeeling der toezicht-omschrijvingen gewijzigd bij ministerieel besluit van 24 December 1901.

Thans is de dienst van het arbeidstoezicht samengesteld als volgt :

1^o HOOFDBESTUUR :

1 eerste hoofdopziener, 1 hoofdopziener, 3 opzieners, waaronder 1 geneesheer, 1 opziester en 1 afgevaardigde (vrouw), 1 afgevaardigde-geneesheer.

2^o PROVINCIALE DIENST :

1^o *district* : bestuursarrondissement Brussel : 1 opziener en 1 afgevaardigde, te Brussel;

2^o *district* : de bestuursarrondissementen Leuven en Nijvel : 1 opziener, te Leuven;

3^o *district* : provincie Antwerpen : 1 opziener, te Antwerpen, en 1 afgevaardigde, te Temsche;

4^o *district* : Oost-Vlaanderen : 1 opziener en 2 afgevaardigden, te Gent;

5^o *district* : de bestuursarrondissementen Brugge, Oostende, Veurne en Diksmuide, 1 afgevaardigde, te Brugge;

6^o *district* : de bestuursarrondissementen Kortrijk, Thielt, Ieperen en Roeselare, 1 opziener, te Kortrijk;

7^e district : Henegouw : 1 opziener, te Houdeng-Gœgnies, en 1 toegevoegd opziener, te Bergen ;

8^e district : de provinciën Namen en Luxemburg, 1 opziener en 1 afgevaardigde, te Namen ;

9^e district : de provinciën Luik en Limburg, 1 opziener en 3 afgevaardigden, te Luik, Verviers en Hasselt.

* *

De geneeskundige dienst bij het toezicht over den arbeid telt :

Buiten de 2 geneesheeren, aan het Hoofdbestuur verbonden, en belast met den dienst in de provinciën Antwerpen en Limburg en in de bestuursarrondissementen Brussel en Leuven :

1 opziener-geneesheer te Gent, voor beide Vlaanderen ;

1 opziener-geneesheer te Charleroi, voor Henegouw en de bestuursarrondissementen Nijvel en Philippeville ;

1 opziener-geneesheer te Luik, voor de provinciën Luik en Luxemburg en de bestuursarrondissementen Namen en Dinant.

De Middenafdeeling wenschte tevens de jaarwedde te kennen van die verschillende ambtenaren.

VRAAG.

Wat is de jaarwedde der verschillende ambtenaren bij den dienst van het toezicht over den arbeid?

ANTWOORD.

1^o HOOFDBESTUUR.

1 eerste-hoofdopziener . . .	7,500 fr.
1 hoofdopziener	7,000 „
5 opzieners met jaarwedde	
van 5,000 tot	6,500 „
1 opzienster	5,200 „
1 afgevaardigde (vrouw) . .	2,400 „
1 afgevaardigde-geneesheer .	2,500 „

2^o PROVINCIALE DIENST.

11 opzieners met jaarwedde	
van 4,500 tot	6,500 „
1 toegevoegd opziener . . .	3,600 „
9 afgevaardigden met jaar-	
wedde van 2,000 tot	3,000 „

De Middenafdeeling herinnert de opmerkingen over het eenmaken van die jaarwedden, reeds geopperd bij de behandeling van de Begrooting voor 1901.

De processen-verbaal der afdelingen spreken van verschillende klachten over het toepassen van zekere onzer arbeidswetten. De arbeid der kinderen in de glasblazerijen geeft, zegt men, voortdurend aanleiding tot misbruiken. De Kamer herinnert zich, dat een voorstel om den ouderdom voor den nachtelijken arbeid op 13 jaar te verlagen, door den Hoogereren Arbeidsraad werd aangenomen. Verschillende inlichtingen laten onderstellen dat, in vele glasblazerijen, kinderen beneden dien ouderdom zelfs des nachts werken.

De Middenafdeeling vestigt de bijzondere aandacht der Regeering op die klachten. Zij vraagde naar het getal processen-verbaal, in het laatste dienstjaar opgemaakt.

VRAAG.

Hoeveel processen-verbaal werden in 1901 opgemaakt door den toezichtsdienst van den arbeid?

ANTWOORD.

Opgave van de processen-verbaal wegens overtreding der wetten en koninklijke besluiten, opgemaakt door de heeren arbeidsofziers gedurende het jaar 1901.

AANWIJZING der WETTEN EN VERORDENINGEN.	Getal overtredingen vastgesteld door proces-verbaal.	Getal processen-verbaal.
Wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen en kinderen.	399	228
Wet van 16 Augustus 1887 op het betalen van 't werkloon. . . .	12	12
Koninklijke besluiten van 21 September 1894, 29 Januari 1895, 16 Januari 1899 (gezondheid en veiligheid)	58	48
Wet van 15 Juni 1896 op de werkplaats-reglementen	121	75
TE ZAMEN.	590	363

Uit die opgave blijkt eene merkelijke verhooging tegen het dienstjaar 1901. De Middenafdeeling kan enkel de Regeering aanmoedigen om, zonder nuttelooze kwellingen, doch zonder zwakheid, voor de toepassing onzer wetten en besluiten betreffende de bescherming der arbeiders te zorgen.

De wet van 2 Mei 1899, waarvan kostbare uitslagen te verwachten zijn, wordt nog niet toegepast.

VRAAG.

Heeft de Regeering besluiten uitgevaardigd tot uitvoering van de wet betreffende de veiligheid en de gezondheid der werklieden bij handels- en nijverheidsondernemingen?

ANTWOORD.

Bij toepassing van artikel 2, 5^o, der wet op de veiligheid en de gezondheid der werklieden in nijverheids- en handelsoondernemingen, werden op 21 Juni 1901 bij den

Hoogeren Arbeidsraad ontwerpen van verordeningen ingediend, over het uitvoeren van bedoelde wet.

Die voorstellen waren voorafgaandelijk onderworpen aan het advies der Nijverheids- en Arbeidsraden en der Bestendige deputa- tien van de Provincieraden.

De wet van 30 Juli 1901 over het meten van den arbeid der werklieden, zou, krachtens een koninklijk besluit van 28 October 1901, op 1 Januari 1902 in werking treden : wevers klagen dat zij in West-Vlaanderen in 't begin van Maart nog onuitgevoerd was.

De Middenafdeeling vroeg naar de maatregelen, door het Bestuur genomen ten einde het recht van den arbeider om zijn werk na te zien, meer en meer doelmatig te maken.

VRAAG.

Tijdens de beraadslaging over de wet tot regeling van het berekenen van den arbeid der werklieden, drukte de achtbare Minister van Nijverheid en Arbeid aan de Kamer zijn inzicht uit, om een onderzoek in te stellen ten einde, zoo mogelijk, de voorwaarden te verbeteren, waarin de werkman toezicht over zijnen arbeid kan uitoefenen. (Handelingen der Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1900-1901, zitting van 12 Juli 1901, blz. 1923.)

Van eenen anderen kant, verklaarde hij voornemens te zijn het uithangen van het werkloon-tarief op de werkplaatsen te doen bestudeeren. (Ibid., bl. 1927.)

Welk gevolg werd aan die inzichten gegeven ?

ANTWOORD.

Bij ministeriëelen omzendbrief van 21 Augustus 1901, werden de arbeidsop- zieners aanzocht een zoo volledig mogelijk onderzoek in te stellen naar de volgende punten :

1^o In hoeverre oefenen de werklieden feitelijk toezicht uit over het meten, wegen en andere verrichtingen van welken aard ook, om de hoeveelheid of de hoedanigheid van het geleverd werk en aldus het bedrag van het loon te bepalen ? Welke praktische maatregelen kunnen bij voorkomend geval bedoeld toezicht doeltreffender maken en op welke nijverheidstakken moeten die maatregelen worden toegepast ?

2^o Is het mogelijk het werkloon-tarief over 't algemeen te doen uitplakken ? Zoo- niet, in welke nijverheidstakken of onderne- mingen veroorloven de voorwaarden, waar- in het bedrag van de loonen wordt bepaald, bedoelde aanplakking ?

Om welke redenen zou in dit geval die maatregel niet practisch uitvoerbaar zijn voor andere nijverheidstakken ?

Het Hoofdbestuur, dat onlangs de laatste verslagen over die twee punten ontving, zaler zich op toeleggen zo spoedig mogelijk besluiten uit het onderzoek af te leiden.

Eene andere vraag, die reeds eene gedachtenwisseling uitlokte tijdens de

behandeling van de Begrooting voor 1901 — het verstrekken van beweegkracht ten huize — gaf aanleiding tot een eerste onderzoek.

VRAAG.

Besloot de Regeering het vraagstuk te bestudeeren betreffende het verstrekken van beweegkracht ten huize?

Zoo ja, hoe is het er mede gesteld?

ANTWOORD.

De Minister van Nijverheid en Arbeid gelastte twee bijzondere afgevaardigden, den heer E. Dubois, hoogleeraar te Gent, en den heer A. Julien, afdeelingsoverste bij den Arbeidsdienst, om ter plaatse zelve de economische uitslagen te bestudeeren van het bezigen van electro-motoren voor het nijverheidswerk binnen den huiskring.

Die afgevaardigden bestudeerden dienaangaande de uurwerk-nijverheid in Zwitserland, de zijdeweverij te Lyon en de lintwerij te Saint-Étienne.

Het verslag, dat zij den Minister van Nijverheid en Arbeid overmaakten, werd dezer dagen in druk gegeven.

Getrouw aan eene belofte, ter Kamer afgelegd, heeft de Regeering onlangs eene commissie aangesteld om den toestand der mindere burgerij te onderzoeken. Die commissie zal eerlang in werking treden.

6. — OUDERDOMSPENSIOEN.

Evenals verleden jaar, werd over de toepassing der wet van 10 Mei 1900 op het ouderdomspensioen door verschillende afdeelingen uitlegging gevraagd.

De Middenafdeeling hield rekening met vragen die vanwege de Regeering nog geene openbare verklaringen uitlokten, alsmede met die welke oplossing nog zekeren twijfel kon achterlaten in den geest der belanghebbenden.

VRAAG.

In welke verhouding werd het krediet van 12,000,000 frank, op de begrooting van 1901 uitgetrokken voor het bijzonder fonds van de ouderdomspensioenen, verdeeld onder de verschillende klassen van personen, die de aanmoedigingspremiën van den Staat genieten en van hen die het voordeel genieten van de overgangsbepalingen der wet van 10 Mei 1900?

ANTWOORD.

Op 1 Maart 1902 hadden 177,529 personen voor 1901, 65 frank gekregen, dus te zamen 11,539,385 frank.

Voor hetzelfde jaar gaf de Staat fr. 1,089,157.20 als aanmoedigingspremie, waarvan slechts 2,826 frank aan rechtstreeks aangeslotenen bij de Lijfrentekas. Het overige werd toegekend aan personen, aangesloten door tusschenkomst van erkende maatschappijen tot onderlingen bij-

stand. Deze laatste ontvingen daarenboven, op het onbeperkt krediet, volgens artikel 23 der Begrooting, eene som van 410,264 frank als hulpgeld voor de aansluiting harer leden bij de Lijfrentekas.

VRAAG.

Morten, om de beginselen te bepalen voor het toekennen van het ouderdomspensioen, de bijzonderste beslissingen betreffende het toepassen van de overgangsbepalingen der wet van 10 Mei 1900 niet worden afgekondigd en aan de belanghebbende raden medegedeeld?

ANTWOORD.

Eene algemeene onderrichting, op 5 Februari laatstleden aan de belanghebbende raden gezonden, bevat de voornaamste regelen voor het uitleggen van artikel 9 der wet van 10 mei 1900. Later te nemen beslissingen worden op dezelfde wijze bekend gemaakt.

Anderzijds vonden de erkende maatschappijen tot onderlingen bijstand in eenen omzendbrief van 10 Januari laatstleden, de aanwijzingen betreffende de overgangsbepalingen van artikel 8 derzelfde wet.

Het uitleggen van de woorden: « werklieden of oud-werklieden die in nood verkeerren » gaf, men weet het, aanleiding tot betwisting en zelfs tot zekere geschillen tusschen de overheden, aangesteld om de wet te helpen uitvoeren. Sommige beschermingscomiteeten, namelijk in Henegouw, klaagden dat zekere gemeenten te gemakkelijk personen aangaven om de 65 frank pensioen te trekken.

VRAAG.

Hoe legt de Regeering de woorden uit: « werkman of oud-werkman », gebezigd in artikel 9 der wet van 10 Mei 1900 op het ouderdomspensioen? Eischt zij dat de belanghebbende gedurende het grootste gedeelte van zijn leven een ambacht uitoefende?

Hoe worden uitgelegd de woorden: « die in nood verkeerren », gebezigd in hetzelfde artikel?

ANTWOORD.

Artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 October 1900 bepaalt in dezer voege de « werklieden » en de « oud-werklieden »:

ART. 5 — Worden als werklieden beschouwd, de mannen en vrouwen die tegen loon voor eenen baas of eenen meester gewoonlijk handenarbeid verrichten, hetzij op bepaalden tijd, hetzij op stuk, hetzij buiten, hetzij binnen hunne woon, en dit zonder onderscheid tusschen huis- of landbouwwerk, en nijverheids- of ambachtwerk.

Worden als oud-werklieden beschouwd, zij die door hunne vorig gewone levenswijze aan voorgaande bepaling voldaan hebben.

De vrouw of de weduwe van eenen werkman of oud-werkman wordt als werkvrouw beschouwd, zelfs wanneer zij persoonlijk niet verkeert in de voorwaarden, door voormelde alinea's voorzien.

Artikel 6 van hetzelfde besluit bepaalt den zin toegekend aan de woorden : « die in nood verkeerden », gebezigd in hetzelfde artikel van bedoelde wet :

ART. 6. — Worden beschouwd als in nood verkeerende, zij wier bestaanmiddelen, met hunne lasten vergeleken, gewoonlijk ontoereikend zijn om door zich zelf alleen in hun onderhoud te kunnen voorzien.

Om dezen toestand te bepalen, wordt er namelijk in aanmerking genomen :

AANGAANDE DE BESTAANMIDDELEN :

1^o Het loon van den belanghebbende, van zijnen echtgenoot en zijne kinderen of afstammelingen die met hem inwonen ;

2^o De aard en de oppervlakte hunner eigendommen en der goederen die zij in huur hebben ;

3^o Hunne spaargelden ;

4^o De onderstand der openbare weldadigheid ;

5^o De tegemoetkomingen die voortvloeien uit zakelijke of persoonlijke rechten, als daar zijn rechten van gebruik of jaargeld tot onderhoud.

AANGAANDE DE LASTEN :

1^o Het onderhoud des huisgezins, volgens de gewone levenswijze der werklieden van de streek en van hetzelfde beroep, mits rekening te houden met het getal en den ouderdom der personen die het huisgezin uitmaken ;

2^o De gebrekkelijkheden ;

3^o De huurprijs, de belastingen en de zakelijke lasten.

In de algemeene onderrichting, op 5 Februari gezonden aan de beschermingscomiteiten, aan de beroepscomiteiten, enz., worden die bepalingen toegelicht als volgt :

Hoedanigheid als werkman of oud-werkman.

Men moet werkman zijn of gewezen werkman, dienstbode, landelijk, nijverheids- of beroepswerkman, vrouw of weduwe van eenen werkman of gewezen werkman.

Ongehuwde werklieden of werkvrouwen kunnen de tegemoetkoming van 65 frank erlangen.

Zoomede handenarbeiders die tegen een loon gewoonlijk werken voor eenen meester

of patroon. Overigens dient niet uitsluitend rekening gehouden met den huidige toestand van ouderlingen van 65 jaar en daarboven, maar ook met den gewonen toestand van hun vroeger leven.

Voorwaarde betreffende de behoefte :

In behoeftige omstandigheden verkeeren, is niet kunnen voorzien in zijn onderhoud, volgens den gewonen regel der werklieden in dezelfde streek en van hetzelfde beroep, mits rekening te houden met al de hulpmiddelen en al de lasten.

Het bestaan van den behoeftigen toestand hebben de beschermingscomiteiten in ieder geval vast te stellen, volgens de hun verstrekte inlichtingen.

Om de bestaanmiddelen van de belanghebbenden te bepalen, dient onder andere rekening gehouden met hun loon en dit van hunnen echtgenoot en van hunne met hen inwonende kinderen, schoonkinderen of afstammelingen, alsmede met de tegemoetkomingen ten gevolge van persoonlijke rechten, zooals kostgeld, verstrekt door vermogende kinderen of afstammelingen, die met de aanvragers inwonen.

Daarenboven dienen in aanmerking te komen pensioenen, aan de aanzoekers betaald door voorzorgkassen, en onderstand, hun door weldadigheidsbureelen toegekend. Zijn de tegemoetkomingen van dien aard, gevoegd bij andere hulpmiddelen, die de belanghebbende kan bezitten, niet toereikend om in dezes behoeften te voorzien, — gelet op zijne gebrekkelijkheden en de andere lasten van het huishouden, — zoo kan het voordeel van artikel 9 hun worden verleend.

VRAAG.

Denkt de Regeering niet, dat visschers dienen gelijkgesteld met werklieden voor het toekennen van het ouderdomspensioen?

ANTWOORD.

De beschermingscomiteiten en de beroepsraden oordeelen, in feite, of visschers kunnen beschouwd worden als werklieden of oudwerklieden, voor de toepassing van artikel 9 der wet van 10 Mei 1900. Uit den tekst van artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 October 1900 blijkt, dat personen die op 't stuk of bij onderneming werken, uit dien hoofde niet uitgesloten zijn van 't voordeel van bedoelde wet.

VRAAG.

Kan het pensioen van 65 frank niet ten huize van den belanghebbende door brievenbestellers worden betaald?

ANTWOORD.

Naar luid van de onderrichtingen, in gemeen overleg met het Postbestuur opge maakt, moet de belanghebbende, indien hij, wegens gebrekelijkheid of ziekte, niet naar het postkantoor kan gaan om het bedrag van het kwijtschrift te ontvangen, een stambriefje, dat aan de hem overhandigde formule is gehecht, afscheuren en zonder vrachtprijs te moeten betalen, aan den ontvanger zenden: dat stambriefje bevat eene aanvraag om ten huize betaald te worden.

Een aantal ouderlingen maakten daarvan reeds gebruik.

VRAAG.

Welke regelen past de Regeering toe, voor het betalen van het ouderdomspensioen, wanneer hij die het geniet in den loop van het jaar is overleden?

ANTWOORD.

De Regeering acht dat de wet die tegemoetkoming als een streng personeel kostgeld beschouwt, en het dus niet meer dient betaald, na overlijden van hem die het genoot.

Zonder het gegronde van dit antwoord te betwisten, acht de Middenafdeeling, dat al is het hulpgeld een streng personeel kostgeld, dit niet verhinderen moet te betalen zoolang de genieter leeft.

7. — MIJNWEZEN. — AARDKUNDIGE DIENST.

Eene opmerking herhalende, verleden jaar reeds gemaakt tijdens de behandeling der Begrooting, verzocht een achtbaar lid der Middenafdeeling deze vraag aan de Regeering te stellen:

VRAAG.

Denkt de Regeering niet, dat de nijveraars dienden aangespoord om door de werklieden eene lijst kandidaten te doen aanduiden voor het ambt van werkmanafgevaardigde bij den toezichtsdienst der Mijnen, op en welke lijst dan de Nijverheidsraad zijne keus zou doen voor de voorstellingen?

ANTWOORD.

Alhoewel de Regeering eene voorafgaande verstandhouding wenscht met het oog op de voorstellingen, kan zij toch niet anders doen dan dienaangaande alle vrijheid over te laten aan de belanghebbenden.

Een ander lid verlangde de uitbreiding van onzen aardkundigen dienst, die na herinrichting veel meer nut zou kunnen opleveren, niet alleen voor

de private nijverheid, maar voor den Staat, door *rechtstreeks* deel te nemen aan het voorbereiden van zekere groote openbare werken.

VRAAG.

Hoe verre staat het met de omstandige aardkundige kaart van België en met de landbouwkaart? Binnen hoeveel tijd hoopt de Staat dat ze zullen voltooid wezen?

ANTWOORD.

Van de 432 platen waaruit de aardkundige kaart bestaat, moeten er nog slechts 52 door den Bestuurraad der Commissie voor de aardkundige kaart worden goedgekeurd.

Over den datum der voltooiing geraadpleegd, denkt de Bestuurraad dat, ten gevolge van verschillende omstandigheden, namelijk het onlangs afsterven van eenen medewerker, het werk wellicht dit jaar niet voltooid zal wezen.

De voorafgaande studiën der landbouwkaart worden voortgezet; er wordt gebruik gemaakt van de opgaven voor de aardkundige kaart en de waarnemingen bij de peilingen, gedaan naar aanleiding der groote werken van openbaar of van privaat nut.

8. — COMITEITEN EN VERSCHILLENDE DIENSTEN. — STEKJESDEEG. —
MIJNWERKERSWORM.

Op de Begrooting voor 1901 was, ter herinnering, een krediet van 60,000 frank uitgetrokken onder deze bewoordingen: « Premie door den Staat te betalen aan den uitvinder van een stekjesdeeg zonder witte phosphor en vuur vattende op alle vlakken. — Onderscheidene kosten der Commissie ingesteld om dien prijskamp te beoordeelen ». Voor 1902 is dit krediet ingetrokken.

De Middenafdeeling vroeg daarover inlichtingen aan de Regeering.

VRAAG.

Welk was het gevolg van den prijskamp voor het uitvinden van een stekjesdeeg zonder witte phosphor en vuur vattende op alle vlakken? Werd de premie uitbetaald? Hoeveel bedroegen de kosten der Commissie, ingesteld om dien prijskamp te beoordeelen?

Kan de Regeering de Middenafdeeling niet zeggen welke de uitslagen waren van eenen gelijkaardigen prijskamp, in Frankrijk uitgeschreven?

ANTWOORD.

I. De prijskamp leverde geen uitslag op.

De Commissie, gelast om de uitslagen te beoordeelen, verklaarde dat geen enkel der aangeboden voortbrengselen aan de vereischten beantwoordde, hetzij dat ze gebrekkig waren met het oog op de ontvlambaarheid, daar zij geen vuur vatten op alle vlakken, of enkel, bij het vuur vatten, gloeiende vonken rondspatten, hetzij dat ze witte phosphor of andere giften inhielden.

De voorziene premie werd dus niet uitbetaald.

II. In 1898, was op de Begrooting, boven

het krediet van 50,000 frank als mogelijke premie, eene som van 5,000 frank voor de kosten uitgetrokken. Daarvan werd fr. 676.98 uitgegeven.

In 1899, werd voor de kosten 10,000 frank uitgetrokken, waarvan fr. 1,520.70 werd uitgegeven.

In 1900, werd van dezelfde som van 10,000 frank, op de Begrooting voorzien, fr. 5,990.60 uitgegeven.

De uitgaven bestonden in kosten van drukken, van bekendmakingen en van briefwisseling in den vreemde, in zitpenningen aan de leden der Commissie, in aankoop van materiëel en in kosten van proefnemingen over de ontvlambaarheid der voorbrengselen, weerstandsvermogen tegen schokken en hitte en ontledingskosten.

III. In 1895 gelastte de Fransche Regeering eene bijzondere Commissie te onderzoeken of het niet mogelijk was gewone phosphor door basterd-phosphor voor het vervaardigen van stekjes te vervangen.

Het gold eigenlijk geen prijskamp, maar een onderzoek, door die Commissie te doen ten opzichte van stekjes, in den vreemde gebezigd of haar door uitvinders of fabrikanten te onderwerpen.

Vier soorten van stekjes beantwoordden aan de vereischten, daar ze geen phosphor inhielden; gemakkelijk genoeg ontvlambaar door het wrijven, alhoewel minder dan stekjes met witte phosphor, waren zij minder ontplofbaar dan de soorten van stekjes in Frankrijk gemaakt of in den vreemde gekend vóór de opsporingen der Commissie. Deze laatste maakte evenwel de meest uitdrukkelijke voorbehoudingen over de mogelijkheid om, voor de fabricatie dier stekjes, de thans gebruikte toestellen te bezigen en namelijk zekere toestellen om de gedroogde stekjes te verzamelen en in doosjes te leggen.

Het verslag der Commissie, afgekondigd in het *Journal officiel*, van 4 Juli 1895, geeft de namen op van de vier uitvinders der beste soorten welke zij vond.

Op den eersten rang, met het oog op de ontvlambaarheid en de degelijkheid, plaatst zij de stekjes aangeboden door de heeren

Hocbeke (België) en Hardmeyer (Zwitserland) en op den tweeden rang, die der heeren Serré, de Saint-Denis en Delpey (Rusland).

Op de Begrooting voor 1902 staat, eindelijk, zooals op de vorige Begrootingen, een krediet van 15,000 frank, voor « onderzoek in de verschillende kolenstreken van het land, naar de ziekte gekend onder den naam van « mijnwerkersworm », en studiën tot het opsporen van voorkomende geneesmiddelen; uitgaven van verschillenden aard ».

Wenschende te weten hoeverre het staat met dat gewichtig vraagstuk, stelde de Middenafdeeling deze vraag aan de Regeering :

VRAAG.

Hoe is het thans gesteld met het onderzoek naar de ziekte « mijnwerkersworm » en de voorkomende maatregelen daartegen? Breidt die ziekte zich in onze kolenstreken uit? In welke streken? Hoe hevig woedt zij er?

ANTWOORD.

De Comiteiten, te Luik, te Bergen en te Charleroi ingesteld om na te gaan hoe hevig de « mijnwerkersworm » in die streken woedt en welke practische maatregelen er tegen dienen genomen, konden zich tot hertoe enkel van het eerste gedeelte van hunne taak kwijten.

Het Comiteit te Luik volvoerde zijn onderzoek in zeven kolenmijnen der Maasvallei. Van de 1060 navorschingen onder 't vergrootglas, deden 287 den mijnwerkersworm in den twaalfvingerigen darm ontwaren. Die verhouding is overigens heel ongelijk verdeeld over de koolputten. Een dier putten was bijzonderlijk besmet.

Het Comiteit te Bergen kon nog niet genoeg navorschingen doen, om den toestand juist te bepalen. Evenwel werd de aanwezigheid van den worm vastgesteld in verschillende kolenmijnen ten westen van Bergen, in het Centrum en zelfs in groote hoeveelheid voor eene dier mijnen.

Het Comiteit te Charleroi deed onderzoek in achttien mijnen, en vroeg inlichtingen aan de geneesheeren der mijn. Daar die wijze van handelen twijfel kan laten bestaan over de waarde der daaruit af te leiden gevolgtrekkingen, werd dit Comiteit verzocht insgelijks navorschingen met het vergrootglas te doen.

In de streek rond Luik, waar de ziekte sedert cenige jaren werd waargenomen, zijn erge gevallen minder talrijk dan vroeger.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering die studiën

voortzette, om zoo spoedig mogelijk tot eenen goeden uitslag te geraken. Te dezer gelegenheid vestigt zij hare aandacht op de hoogst nuttige inrichting van baden of waschplaatsen en stortbadplaatsen, alsmede gemakken in de kolenmijnen.

Ook dient onderzocht, of de wet van 2 Mei 1899 op de veiligheid en gezondheid der arbeiders in nijverheids- en handelsondernemingen, niet kan toegepast worden in den zin der besluiten van alle deskundigen op 't gebied van gezondheidsleer.

De Middenafdeeling keurde de Begrooting eenparig goed.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

NERINCX.

INHOUDSTAFEL.

	Bladz
I. Onderzoek in de afdeelingen	2
II. Onderzoek in de Middenafdeeling. — 1. Toestand der nijverheid en der arbeidsmarkt. — Koopvaardijvloot. — Vernieuwing der handelsverdragen	3
2. Technisch onderwijs.	8
3. Beroepsverenigingen. — Onvrijwillige werkstilstand.	11
4. Beschermingscomiteiten. — Toezicht over de werkmanshuizen en -wonigen . . .	18
5. Arbeidstoezicht	22
6. Ouderdomspensioen.	26
7. Mijnwezen. — Aardkundige dienst.	30
8. Comiteiten en verschillende diensten. — Stekjesdeeg. — Mijnwerkersworn . . .	31
